



SBÍRKA MEZINÁRODNÍCH SMLUV

ČESKÁ REPUBLIKA

Částka 39

Rozeslána dne 29. července 2011

Cena Kč 117,-

O B S A H:

- 73. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o přijetí Úmluvy o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli
 - 74. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o sjednání Dohody mezi vládou České republiky a Evropskou organizací pro astronomický výzkum na jižní polokouli o přístupu k Úmluvě o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli a souvisejících podmínkách
 - 75. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o přístupu České republiky k Protokolu o výsadách a imunitách Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli
 - 76. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o sjednání Dohody mezi Ministerstvem školství, mládeže a tělovýchovy České republiky a Evropskou organizací pro astronomický výzkum na jižní polokouli ohledně splátkového kalendáře České republiky na E-ELT
-

73**SDĚLENÍ****Ministerstva zahraničních věcí**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 5. října 1962 byla v Paříži přijata Úmluva o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli.

S Úmluvou vyslovil souhlas Parlament České republiky.

Listina o přístupu České republiky k Úmluvě, podepsaná prezidentem republiky dne 24. dubna 2007, byla uložena u vlády Francouzské republiky, depozitáře Úmluvy, dne 30. dubna 2007.

Úmluva vstoupila v platnost na základě svého článku XIV odst. 1 dne 17. ledna 1964. Pro Českou republiku vstoupila v platnost v souladu s ustanovením odstavce 2 téhož článku dne 30. dubna 2007.

Francouzské znění Úmluvy a její překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

**CONVENTION
PORTANT CRÉATION D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE
POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HÉMISPHERE AUSTRAL**

LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS parties à la présente Convention

CONSIDÉRANT:

Que l'étude de l'hémisphère céleste austral est beaucoup moins avancée que celle de l'hémisphère boréal,

Que, par suite, les données sur lesquelles repose la connaissance de la galaxie sont loin d'avoir la même valeur dans les diverses parties du ciel et qu'il est indispensable de les améliorer et de les compléter là où elles sont insuffisantes,

Que, notamment, il est hautement regrettable que des systèmes, qui n'ont pas d'équivalent dans l'hémisphère boréal, soient presque inaccessibles aux plus grands instruments actuellement en service,

Qu'il est, dès lors, urgent d'installer dans l'hémisphère austral de puissants instruments, comparables à ceux de l'hémisphère boréal, mais que, d'autre part, une coopération internationale permettrait seule de mener à bonne fin ce projet,

DÉSIREUX de créer en commun un observatoire situé dans l'hémisphère austral et doté de puissants instruments, et, par là, d'encourager et d'organiser la coopération dans la recherche astronomique,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT:

Article premier

Création de l'Organisation

1. Il est créé par la présente Convention une Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral, ci-dessous dénommée l'Organisation.

2. Le siège de l'Organisation est fixé provisoirement à Bruxelles. Il sera fixé définitivement par le Conseil institué par l'article IV.

Article II

Buts

1. L'Organisation a pour but la construction, l'équipement et le fonctionnement d'un observatoire astronomique, situé dans l'hémisphère austral.

CONVENTION (EUROPE)

2. Le programme initial de l'Organisation comporte la construction, l'installation et le fonctionnement d'un observatoire dans l'hémisphère austral, comprenant:

- a. un télescope d'environ 3 mètres d'ouverture;
- b. une chambre de Schmidt d'environ 1,20 m de lame;
- c. trois télescopes au plus, de 1 mètre d'ouverture au maximum;
- d. un cercle méridien;
- e. l'appareillage auxiliaire nécessaire pour effectuer des programmes de recherches au moyen des instruments définis ci-dessus sous a, b, c. et d;
- f. les bâtiments nécessaires pour abriter l'équipement défini ci-dessus sous a, b, c, d et e, ainsi que pour l'administration de l'observatoire et le logement du personnel.

3. Tout programme supplémentaire doit être soumis au Conseil, institué par l'article IV de la présente Convention, et approuvé par celui-ci à la majorité des deux tiers des États membres de l'Organisation. Les États qui n'auraient pas approuvé le programme supplémentaire ne sont pas tenus de contribuer à son exécution.

4. Les États membres facilitent l'échange des personnes ainsi que des informations scientifiques et techniques utiles à la réalisation des programmes auxquels ils participent.

*Article III***Membres**

1. Sont membres de l'Organisation les États parties à la présente Convention.
2. L'admission d'autres États dans l'Organisation se fait selon la procédure prévue à l'article XIII, paragraphe 4.

*Article IV***Organes**

L'Organisation comprend le Conseil et le Directeur.

*Article V***Conseil**

1. Le Conseil est composé de deux délégués de chacun des États membres, dont un au moins est un astronome. Les délégués peuvent être assistés d'experts.
2. Le Conseil:
 - a. détermine la ligne de conduite de l'Organisation en matière scientifique, technique et administrative;

CONVENTION (EUROPE)

- b. approuve le budget à la majorité des deux tiers de États membres et arrête les dispositions financières conformément au Protocole financier annexé à la présente Convention;
 - c. contrôle les dépenses, approuve et publie les comptes annuels vérifiés de l'Organisation;
 - d. décide de la composition du personnel et approuve le recrutement du personnel supérieur de l'Organisation;
 - e. publie un rapport annuel;
 - f. approuve le règlement intérieur de l'observatoire proposé par le Directeur;
 - g. a tout pouvoir pour prendre les mesures nécessaires au fonctionnement de l'Organisation.
3. Le Conseil se réunit au moins une fois par an. Il décide du lieu de ses réunions.
4. Chaque État membre dispose d'une voix au Conseil. Toutefois, un État membre ne peut voter sur l'exécution d'un programme autre que le programme initial prévu à l'article II, paragraphe 2, que s'il a accepté de contribuer financièrement à ce programme ou si ce vote concerne des installations pour l'acquisition desquelles il a accepté de verser des contributions.
5. Les décisions du Conseil ne sont valables que si les représentants des deux-tiers des États membres au moins sont présents.
6. Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des États membres représentés et votants.
7. Le Conseil arrête son propre règlement intérieur sous réserve des dispositions de la présente Convention.
8. Le Conseil élit en son sein un Président, dont le mandat est d'un an, et qui ne peut être réélu plus de deux fois consécutivement.
9. Le Président convoque les réunions du Conseil. Il est tenu de convoquer une réunion du Conseil moins de trente jours après que deux des États membres au moins en aient exprimé le désir.
10. Le Conseil peut créer les organes auxiliaires nécessaires à l'accomplissement des buts de l'Organisation. Le Conseil définit le mandat de tels organes.
11. Le Conseil détermine, à l'unanimité des États membres, le choix de l'État sur le territoire duquel sera établi l'observatoire, ainsi que l'emplacement de celui-ci.
12. Le Conseil conclut les accords de siège nécessaires à l'exécution de la présente Convention.

Article VI

Directeur et personnel

- a. Le Conseil, statuant à la majorité des deux tiers des États membres, nomme, pour une période déterminée, le Directeur qui n'est responsable que devant le Conseil. Il est chargé de la direction générale de l'Organisation. Il la représente dans les actes de la vie

CONVENTION (EUROPE)

civile. Il soumet un rapport annuel au Conseil. Il assiste à titre consultatif aux réunions du Conseil, sauf si celui-ci en décide autrement.

- b. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des États membres, mettre fin aux fonctions du Directeur.
- c. En cas de vacance de la direction, le Président du Conseil représente l'Organisation dans les actes de la vie civile. Le Conseil peut, alors, désigner, à la place du Directeur, une personne dont il détermine les pouvoirs et responsabilités.
- d. Dans les conditions prévues par le Conseil, le Président et le Directeur peuvent déléguer leur signature.

2. Le Directeur est assisté du personnel scientifique, technique et administratif autorisé par le Conseil.

3. Sous réserve de l'article V, paragraphe 2d, et des autorisations budgétaires, le personnel est engagé et licencié par le Directeur. Les engagements sont effectués et prennent fin conformément au règlement du personnel adopté par le Conseil.

4. Le Directeur et le personnel de l'Organisation exercent leurs fonctions dans l'intérêt de celle-ci. Ils ne peuvent solliciter ni recevoir d'instructions que des organes compétents de l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à ne pas influencer le Directeur et le personnel de l'Organisation dans l'exécution de leur tâche.

5. Les chercheurs et leurs collaborateurs qui, sur l'autorisation du Conseil, sont appelés, à effectuer des travaux dans l'observatoire, sans faire partie du personnel de l'Organisation, sont placés sous l'autorité du Directeur et soumis aux règles générales arrêtées ou approuvées par le Conseil.

*Article VII***Contributions financières**

- A. a. Chaque État membre contribue aux dépenses d'investissement et d'équipement ainsi qu'aux dépenses courantes de fonctionnement de l'Organisation conformément à un barème établi tous les trois ans par le Conseil à la majorité des deux-tiers des États membres, sur la base de la moyenne du revenu national net, calculée selon les règles établies dans l'Article VII, paragraphe 1b de la Convention pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, signée à Paris le 1^{er} juillet 1953.¹

1. Le paragraphe en question est reproduit ci-dessous:

1. Chaque Etat Membre contribue aux dépenses d'immobilisation ainsi qu'aux dépenses courantes de fonctionnement de l'Organisation:

- a. pour la période se terminant le 31 décembre 1956, conformément au Protocole financier annexe à la présente Convention; puis
- b. conformément à des barèmes établis tous les trois ans par le Conseil, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, sur la base de la moyenne du revenu national net, au coût des facteurs, de chaque Etat Membre pendant les trois plus récentes années pour lesquelles il existe des statistiques. Toutefois,
 - i. pour tout programme d'activités, le Conseil peut déterminer, à la majorité des deux tiers de tous les Etats Membres, le pourcentage maximal que tout Etat Membre peut être tenu de payer en ce qui concerne le

(Suite de la note p. 15.)

CONVENTION (EUROPE)

- b. Ces dispositions ne s'appliquent qu'au programme initial désigné au paragraphe 2 de l'Article II.
- c. Toutefois, aucun État membre n'est tenu de payer des contributions annuelles dépassant un tiers du montant total des contributions fixées par le Conseil. Ce maximum peut être réduit par décision du Conseil prise à l'unanimité au cas où un État non mentionné à l'Annexe au protocole financier devient membre de l'Organisation.

2. Au cas où un programme supplémentaire prévu au paragraphe 3 de l'article II est établi, le Conseil arrête un barème spécial pour fixer les contributions aux dépenses du programme supplémentaire des États membres participant à ce programme. Ce barème spécial est fixé suivant les règles indiquées au paragraphe 1 ci-dessus, mais sans tenir compte des conditions visées à l'alinéa c.

3. Les États devenant membres de l'Organisation après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention seront tenus de verser, outre leur contribution aux dépenses futures d'investissement et d'équipement et aux dépenses courantes de fonctionnement, une contribution spéciale représentant leur part dans les dépenses d'investissement et d'équipement déjà effectuées. Le montant de cette contribution sera fixé par le Conseil à la majorité des deux-tiers des États membres.

4. Toutes les contributions spéciales versées conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus seront portées en déduction des contributions des autres États membres, sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil.

5. Un État n'a pas le droit de participer aux activités auxquelles il n'a pas contribué financièrement.

6. Le Conseil peut accepter des dons et legs faits à l'Organisation s'ils ne sont pas l'objet de conditions incompatibles avec les buts de l'Organisation.

*Article VIII***Amendements**

1. Le Conseil peut recommander aux États membres des amendements à la présente Convention et au Protocole financier annexe. Tout État membre, désireux de proposer un amendement, le notifie au Directeur. Celui-ci communique aux États membres les amendements ainsi notifiés au moins trois mois avant leur examen par le Conseil.

2. Les amendements recommandés par le Conseil ne peuvent être adoptés que du consentement de tous les États membres procédant conformément à leurs règles constitutionnelles propres. Ils entrent en vigueur trente jours après la dernière notification d'acceptation de la proposition. Le Directeur communique aux États membres la date d'entrée en vigueur de l'amendement.

(Suite de la note de la p. 14.)

montant total des contributions fixées par le Conseil pour couvrir les coûts annuels de ce programme; lorsque ce pourcentage maximal a été fixé, le Conseil peut le modifier à la même majorité, à condition qu'aucun État Membre participant à ce programme ne vote contre cette modification;

- ii. le Conseil peut décider, à la majorité des deux tiers de tous les États Membres, de tenir compte des circonstances spéciales à un État Membre et modifier sa contribution en conséquence; pour l'application de la présente disposition, on considère notamment qu'il y a «circonstances spéciales» lorsque le revenu national par habitant dans un État Membre est inférieur à un montant qui sera déterminé par le Conseil à la même majorité.

CONVENTION (EUROPE)

*Article IX***Différends**

A moins que les États membres intéressés n'acceptent un autre mode de règlement, tout différend entre des États membres au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou du Protocole financier, qui ne peut être réglé par l'entremise du Conseil, est soumis à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, selon les dispositions de la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

*Article X***Retrait**

Tout État membre de l'Organisation peut, après un délai qui ne doit pas être inférieur à dix ans à compter de son entrée dans l'Organisation, notifier par écrit au Président du Conseil qu'il se retire de l'Organisation. Un tel retrait prend effet à la fin de l'exercice financier qui suit celui au cours duquel il a été notifié. Tout État membre qui se retire de l'Organisation ne peut exercer aucun droit de reprise sur l'actif de l'Organisation, non plus que sur le montant de ses contributions déjà versées.

*Article XI***Inexécution des obligations**

Si l'un des membres de l'Organisation cesse de remplir les obligations qui découlent de la présente Convention, ou du Protocole financier, il est invité par le Conseil à se conformer à leurs dispositions. Si ledit membre ne se conformait pas à cette invitation dans le délai qui lui serait imparti, les autres membres, se prononçant à l'unanimité, peuvent décider de poursuivre sans lui leur coopération au sein de l'Organisation. Dans ce cas, cet État ne peut exercer aucun droit de reprise sur l'actif de l'Organisation, non plus que sur le montant des contributions déjà versées.

*Article XII***Dissolution**

L'Organisation peut être dissoute à tout moment par résolution prise à la majorité des deux-tiers des États membres. À défaut d'un accord conclu à l'unanimité entre les États membres au moment de la dissolution, il est procédé, par la même résolution, à la nomination d'un liquidateur. L'actif est réparti entre les États membres de l'Organisation au moment de la dissolution, au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. En cas de passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes États membres, au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

CONVENTION (EUROPE)

*Article XIII***Signature — Adhésion**

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe sont ouverts à la signature de tous les États qui ont participé aux travaux préliminaires à cette Convention.
2. La présente Convention et le Protocole financier annexe sont soumis à l'approbation ou à la ratification de chaque État conformément à ses règles constitutionnelles.
3. Les instruments d'approbation ou de ratification seront déposés au Ministère des Affaires Étrangères de la République française.
4. Le Conseil, statuant à l'unanimité des États membres, peut prononcer l'admission dans l'Organisation d'États autres que ceux visés au paragraphe 1 du présent article. Les États, ainsi admis, deviennent membres de l'Organisation en déposant un instrument d'adhésion auprès du Ministère des Affaires Étrangères de la République française.

*Article XIV***Entrée en vigueur**

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe entreront en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument d'approbation ou de ratification, à condition que le total des contributions, selon le barème figurant dans l'annexe du protocole financier, atteigne au moins 70 %.
2. Pour tout État déposant son instrument d'approbation, de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur mentionnée au paragraphe 1 du présent article, la Convention et le Protocole financier entrent en vigueur à la date du dépôt de cet instrument.

*Article XV***Notifications**

1. Le dépôt de chaque instrument d'approbation, de ratification ou d'adhésion et l'entrée en vigueur de la présente Convention et du Protocole financier annexe sont notifiés par le Ministre des Affaires Étrangères de la République française aux États signataires et adhérents, ainsi qu'au Directeur de l'Organisation.
2. Le Président du Conseil adressera une notification à tous les États membres lorsqu'un État se retire de l'Organisation, ou cesse d'en faire partie en vertu de l'article XI.

*Article XVI***Enregistrement**

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention et du Protocole financier annexe, le Ministère des Affaires Étrangères de la République française les fera enregistrer auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

CONVENTION (EUROPE)

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 5 octobre 1962 en un seul exemplaire, en langue allemande, française, néerlandaise et suédoise, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République française.

Ce Ministère délivrera une copie certifiée conforme aux États signataires ou adhérents.

Pour la République Fédérale d'Allemagne: Signé, Karl Knoke

Pour le Royaume de Belgique: Signé, Jaspar

Pour la République Française: Signé, E. de Carbonnel

Pour le Royaume des Pays-Bas: Signé, M. Beyen

Pour le Royaume de Suède: Signé, R. Kumlin

Le Danemark est devenu membre de l'organisation le 24 août 1967, la Suisse le 1^{er} mars 1982 et l'Italie le 24 mai 1982.

**PROTOCOLE FINANCIER ANNEXÉ À LA CONVENTION
PORTANT CRÉATION D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE
POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HÉMISPHERE AUSTRAL**

LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral, ci-dessous dénommée la Convention,

DÉSIREUX d'arrêter des dispositions relatives à l'administration financière de l'Organisation,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article 1

Budget

1. L'exercice financier de l'Organisation va du 1^{er} janvier au 31 décembre.
2. Le Directeur soumet au Conseil, pour examen et approbation, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, des prévisions détaillées de recettes et de dépenses pour l'exercice financier suivant.
3. Les prévisions de recettes et de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements à l'intérieur du budget sont interdits, sauf autorisation du Comité des finances prévu à l'article 3. La forme précise des prévisions budgétaires est déterminée par le Comité des finances sur l'avis du Directeur.

Article 2

Budget additionnel

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander au Directeur de présenter un budget additionnel ou révisé. Aucune résolution, dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires, ne sera tenue pour approuvée par le Conseil à moins qu'il n'ait également approuvé, sur proposition du Directeur, les prévisions de dépenses correspondantes.

Article 3

Comité des finances

Le Conseil crée un Comité des finances composé de représentants de tous les Etats membres, dont les attributions sont déterminées dans le Règlement financier prévu à l'article 8 ci-après. Le Directeur soumet au Comité les prévisions budgétaires qui sont ensuite transmises au Conseil avec le rapport du Comité.

PROTOCOLE FINANCIER

*Article 4***Contributions**

1. Pour la période se terminant le 31 décembre de l'année d'entrée en vigueur de la Convention, le Conseil établit des prévisions budgétaires provisoires dont les dépenses seront couvertes par des contributions fixées conformément aux dispositions de l'annexe au présent Protocole.

2. A partir du 1^{er} janvier de l'année suivante, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil sont couvertes par les contributions des Etats membres selon les dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention.

3. Si un Etat devient membre de l'Organisation après le 31 décembre de l'année d'entrée en vigueur de la Convention, les contributions de tous les Etats membres sont révisées et le nouveau barème aura effet dès le début de l'exercice financier en cours. Des remboursements sont effectués dans la mesure nécessaire pour adapter les contributions de tous les Etats membres au nouveau barème.

4. *a.* Sur avis du Directeur, le Comité des finances fixe les modalités de paiement des contributions en vue d'assurer un bon financement de l'Organisation.
- b.* Le Directeur communique ensuite aux Etats membres le montant de leurs contributions et les dates auxquelles les versements doivent être effectués.

*Article 5***Monnaie pour le paiement des contributions**

1. Le Conseil détermine la monnaie dans laquelle le budget de l'Organisation sera établi. Les contributions des Etats membres sont payables en cette monnaie, conformément aux modalités courantes de paiement.

2. Le Conseil peut toutefois exiger des Etats membres qu'ils payent une partie de leurs contributions en toute autre monnaie dont l'Organisation a besoin pour accomplir ses tâches.

*Article 6***Fonds de roulement**

Le Conseil peut instituer un fonds de roulement.

*Article 7***Comptes et vérifications**

1. Le Directeur fait établir un compte de toutes les recettes et dépenses, ainsi qu'un bilan annuel de l'Organisation.

PROTOCOLE FINANCIER

2. Le Conseil désigne des commissaires aux comptes, dont le premier mandat est de trois ans et peut être renouvelé. Ces commissaires sont chargés d'examiner les comptes et bilans de l'Organisation, notamment en vue de certifier que les dépenses ont été conformes aux prévisions budgétaires, dans les limites fixées par le Règlement financier. Ils accomplissent toute autre fonction définie dans le Règlement financier.

3. Le Directeur fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leur tâche.

*Article 8***Règlement financier**

Le Règlement financier fixe toutes les autres modalités du régime budgétaire comptable et financier de l'Organisation.

Il sera approuvé par le Conseil statuant à l'unanimité.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 5 octobre 1962 en un seul exemplaire, en langues allemande, française, néerlandaise et suédoise, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République française.

Ce Ministère délivrera une copie certifiée conforme aux Etats signataires ou adhérents.

Pour la République Fédérale d'Allemagne: Signé, Karl Knoke

Pour le Royaume de Belgique: Signé, Jaspar

Pour la République Française: Signé, E. de Carbonnel

Pour le Royaume des Pays-Bas: Signé, M. Beyen

Pour le Royaume de Suède: Signé, R. Kumlin

PŘEKLAD

**ÚMLUVA
O ZALOŽENÍ EVROPSKÉ ORGANIZACE
PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM NA JIŽNÍ POLOKOULI**

Vlády států, které jsou smluvními stranami této Úmluvy,

berouce v úvahu:

že studium jižní nebeské polokoule je mnohem méně pokročilé než studium polokoule severní,

že v důsledku toho údaje, na nichž spočívá znalost Galaxie, nemají zdaleka tutéž hodnotu v různých částech oblohy a že je nezbytné je vylepšit a doplnit tam, kde jsou nedostatečné,

že je zejména vysoce politováníhodné, že systémy, které nemají ekvivalent na severní polokouli, jsou téměř nepřístupné největším přístrojům, jež jsou v současnosti v provozu,

že je proto naléhavé umístit na jižní polokouli výkonné přístroje, srovnatelné s těmi, které jsou na severní polokouli, ale že na druhé straně by pouze mezinárodní spolupráce umožnila tento projekt úspěšně realizovat,

přejíce si společně vytvořit observatoř situovanou na jižní polokouli a vybavenou výkonnými přístroji, a tím povzbudit a zorganizovat spolupráci v astronomickém výzkumu,

se dohodly na následujících ustanoveních:

*Článek I***Zřízení Organizace**

1. Touto Úmluvou se zřizuje Evropská organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli, dále nazývaná jen „Organizace“.

2. Sídlem Organizace se dočasně stává Brusel. Definitivní sídlo bude stanoveno Radou zřízenou podle článku IV.

*Článek II***Cíle**

1. Cílem Organizace je vybudování, vybavení a provoz astronomické observatoře nacházející se na jižní polokouli.

2. Počáteční program Organizace zahrnuje vybudování, umístění a provoz observatoře na jižní polokouli, která bude sestávat:

- a) z teleskopu s aperturou přibližně 3 metry;

- b) ze Schmidovy komory s korekční deskou o rozměru přibližně 1,20 metru;
- c) z nanejvýš tří teleskopů s maximální aperturou 1 metr;
- d) meridiánového kruhu;
- e) pomocného zařízení nutného k uskutečňování výzkumných programů prostřednictvím přístrojů uvedených pod písm. a), b), c) a d) výše;
- f) budov nezbytných k umístění vybavení uvedeného pod body a), b), c), d) a e) výše, jakož i pro správu observatoře a ubytování personálu.

3. Jakýkoli doplňující program musí být předložen Radě zřízené podle článku IV této Úmluvy a musí v ní být schválen dvoutřetinovou většinou členských států Organizace. Státy, které by neschválily doplňující program, nejsou povinny přispívat k jeho provádění.

4. Členské státy usnadňují výměnu osob, jakož i vědeckých a technických informací potřebných k realizaci programů, jichž se účastní.

Článek III

Členové

1. Členy Organizace jsou státy, které jsou smluvními stranami této Úmluvy.
2. Přijetí dalších států do Organizace se uskutečňuje podle procedury stanovené v článku XIII, odstavec 4.

Článek IV

Orgány

Organizace má Radu a Ředitele.

Článek V

Rada

1. Rada se skládá ze dvou delegátů za každý členský stát, z nichž nejméně jeden je astronomem. Delegátům mohou asistovat odborníci.
2. Rada:
 - a) určuje linii postupu Organizace ve vědeckých, technických a administrativních záležitostech;
 - b) schvaluje rozpočet dvoutřetinovou většinou hlasů členských států a přijímá finanční opatření v souladu s Finančním protokolem, který je přílohou k této Úmluvě;
 - c) kontroluje výdaje, schvaluje a zveřejňuje každoroční ověřené účetnictví Organizace;
 - d) rozhoduje o složení personálu a schvaluje nábor vyššího personálu Organizace;

- e) zveřejňuje výroční zprávu;
- f) schvaluje vnitřní řád observatoře navržený Ředitelem;
- g) má veškerou pravomoc pro přijetí opatření nezbytných k provozu Organizace.

3. Rada se schází přinejmenším jedenkrát do roka. Rozhoduje o místě svých schůzí.

4. Každý stát má v Radě jeden hlas. Členský stát nicméně může hlasovat o provádění jiného programu než programu původně stanoveného v článku II, odstavec 2, pouze tehdy, když souhlasil s tím, že na tento program bude finančně přispívat, nebo jestliže se toto hlasování týká zařízení, u nichž souhlasil s poskytnutím příspěvku na jejich získání.

5. Rozhodnutí Rady jsou platná pouze tehdy, jsou-li přítomni zástupci alespoň dvou třetin členských států.

6. Není-li v této Úmluvě stanoveno jinak, rozhodnutí Rady se přijímají absolutní většinou zastoupených a hlasujících členských států.

7. S výhradou ustanovení této Úmluvy Rada přijímá svůj vlastní jednací řád.

8. Rada ze svých členů volí Předsedu, jehož mandát je jednoroční a který nemůže být znovu zvolen více než dvakrát po sobě.

9. Schůze Rady svolává Předseda. Je povinen svolat schůzi Rady do třiceti dnů od okamžiku, kdy o to požádaly přinejmenším dva z členských států.

10. Rada může zřizovat pomocné orgány nezbytné k plnění cílů Organizace. Rada stanovuje mandát takových orgánů.

11. Rada určuje, jednomyslným hlasováním členských států, výběr státu, na jehož území bude zřízena observatoř, jakož i umístění této observatoře.

12. Rada uzavírá dohody o sídle, které jsou nezbytné k provádění této Úmluvy.

Článek VI

Ředitel a personál

1.
 - a) Rada, rozhodující dvoutřetinovou většinou členských států, jmenuje na dobu určitou Ředitele, který je odpovědný pouze Radě. Je pověřen všeobecným řízením Organizace. Zastupuje ji v občanskoprávních úkonech. Předkládá Radě výroční zprávu. Účastní se – s poradním hlasem – jednání Rady, pokud Rada nerozhodne jinak.
 - b) Rada může dvoutřetinovou většinou hlasů členských států odvolat Ředitele z funkce.
 - c) V případě uprázdněného místa Ředitele zastupuje Organizaci v občanskoprávních úkonech Předseda Rady. Rada v takovém případě může na místo Ředitele ustanovit osobu, přičemž určí její pravomoci a odpovědnost.
 - d) Za podmínek stanovených Radou mohou Předseda a Ředitel delegovat své podpisy.
2. Řediteli asistuje vědecký, technický a administrativní personál povolený Radou.

3. S výhradou článku V, odstavec 2, písm. d), a rozpočtových autorizací je personál přijímán a propouštěn Ředitelem. Přijetí se uskutečňuje a ukončuje v souladu a personálním řádem přijatým Radou.

4. Ředitel a personál Organizace vykonávají své funkce v jejím zájmu. Mohou si vyžádat a přijímat instrukce pouze od příslušných orgánů Organizace. Zdržují se veškerých aktů neslučitelných s povahou jejich funkcí. Každý členský stát se zavazuje, že nebude ovlivňovat Ředitele a personál Organizace ve výkonu jejich úkolu.

5. Vědci a jejich spolupracovníci, kteří jsou na základě svolení Rady vyzváni k provedení prací na observatoři, aniž patří k personálu Organizace, spadají pod pravomoc Ředitele a vztahují se na ně všeobecná pravidla přijatá nebo schválená Radou.

Článek VII

Finanční příspěvky

1. a) Každý členský stát přispívá na finanční náklady a na vybavení, jakož i na běžné provozní výdaje Organizace podle sazebníku, který každé tři roky stanoví Rada dvoutřetinovou většinou hlasů členských států na základě průměrné hodnoty čistého národního důchodu, vypočítané podle pravidel stanovených v článku VII, odstavec 1, písm. b), Úmluvy o zřízení Evropské organizace pro jaderný výzkum, podepsané v Paříži dne 1. července 1953.^{*)}

b) Tato ustanovení platí pouze pro původní program uvedený v odstavci 2 článku II.

c) Žádný členský stát však není povinen platit roční příspěvky převyšující jednu třetinu celkové výše příspěvků stanovených Radou. Toto maximum může být sníženo jednomyslným rozhodnutím Rady v případě, že se členem Organizace stane stát, který není uveden v příloze k Finančnímu protokolu.

2. V případě, že je sestaven doplňující program předpokládaný odstavcem 3 článku II, Rada přijme zvláštní sazebník pro stanovení příspěvků na náklady doplňujícího programu platný pro členské státy účastnící se tohoto programu. Tento zvláštní sazebník se stanovuje podle pravidel uvedených v odstavci 1 tohoto článku, avšak bez ohledu na podmínky uvedené pod písmenem c).

3. Státy, které se stanou členy Organizace po datu, k němuž tato Úmluva vstoupí v platnost, budou povinny uhradit, kromě příspěvku na budoucí výdaje na investice a vybavení a na běžné

^{*)} Příslušný odstavec má následující znění:

1. Každý členský stát přispívá na investiční výdaje, jakož i na běžné provozní výdaje Organizace:

a) za období končící dnem 31. prosince 1956 podle Finančního protokolu, který je přílohou k této Úmluvě; dále pak

b) podle sazebníků přijatých každé tři roky Radou, dvoutřetinovou většinou všech členských států, na základě průměru čistého národního důchodu každého členského státu za tři poslední roky, pro něž existují statistiky. Avšak

i) pro každý program aktivit může Rada určit, dvoutřetinovou většinou všech členských států, maximální procento, jaké může být členský stát povinen zaplatit, pokud jde o celkovou výši příspěvků stanovených Radou pro pokrytí každoročních nákladů na tento program; bylo-li toto maximální procento stanoveno, Rada ho může toutéž většinou změnit pod podmínkou, že žádný členský stát účastnící se tohoto programu nehlasuje proti této změně;

ii) Rada může rozhodnout, dvoutřetinovou většinou všech členských států, že vezme v úvahu zvláštní okolnosti týkající se určitého členského státu, a jeho příspěvek v důsledku toho změnit; pro účely aplikace tohoto ustanovení se má zejména za to, že „zvláštní okolnosti“ nastaly, pokud je národní důchod na jednoho obyvatele v členském státu nižší než částka, která bude určena toutéž většinou Rady.

provozní náklady, zvláštní příspěvek představující jejich podíl na již uskutečněných výdajích na investice a vybavení. Výše tohoto příspěvku bude stanovena Radou na základě dvoutřetiny nové většiny hlasů členských států.

4. Všechny zvláštní příspěvky uhrazené v souladu s ustanoveními odstavce 3 tohoto článku budou odečteny od příspěvků ostatních členských států, pokud Rada jednomyslně nerozhodne jinak.

5. Stát není oprávněn se účastnit aktivit, na něž finančně nepřispěl.

6. Rada může přijímat dary a odkazy ve prospěch Organizace, pokud se na ně nevztahují podmínky neslučitelné s cíli Organizace.

Článek VIII

Změny Úmluvy

1. Rada může členským státům doporučit změny této Úmluvy a Finančního protokolu, který je její přílohou. Každý členský stát, který si přeje navrhnout změnu, ji předloží Řediteli. Ten oznámí takto předložené změny členským státům alespoň tři měsíce před jejich projednáním Radou.

2. Změny Úmluvy doporučené Radou mohou být přijaty pouze se souhlasem všech členských států na základě postupu, který je v souladu s jejich vlastním ústavním pořádkem. Vstupují v platnost třicet dní po posledním oznámení o přijetí návrhu. Ředitel sděluje členským státům datum, kdy změna Úmluvy vstoupila v platnost.

Článek IX

Spory

S výjimkou případu, kdy dotčené členské státy přijmou jiný způsob urovnání, je každý spor mezi členskými státy ve věci výkladu nebo provádění této Úmluvy nebo Finančního protokolu, který nemůže být urovnán prostřednictvím Rady, předložen Stálému arbitrážnímu soudu v Haagu podle ustanovení Úmluvy ze dne 18. října 1907, o mírovém řešení mezinárodních sporů.

Článek X

Vystoupení

Každý členský stát Organizace může po uplynutí lhůty, která nesmí být kratší než deset let od jeho vstupu do Organizace, písemně sdělit Předsedovi Rady, že vystupuje z Organizace. Takové vystoupení nabývá účinnosti na konci účetního období, které následuje po tom, v jehož průběhu bylo vystoupení sděleno. Žádný členský stát, který vystoupí z Organizace, nemůže uplatňovat jakýkoli nárok na zpětné nabytí aktiv Organizace ani částky odpovídající již uhrazeným příspěvkům.

Článek XI

Neplnění závazků

Jestliže jeden ze členů Organizace přestane plnit závazky, které vyplývají z této Úmluvy nebo z Finančního protokolu, je Radou vyzván, aby se podrobil jejich ustanovením. Jestliže se uvedený člen této výzvě nepodvolí ve lhůtě, která mu bude stanovena, ostatní členové mohou jednomyslným hlasováním rozhodnout, že budou pokračovat ve své spolupráci v rámci Organizace bez něj. V takovém

případě tento stát nemůže uplatňovat jakýkoli nárok na zpětné nabytí aktiv Organizace ani částky odpovídající již uhrazeným příspěvkům.

Článek XII

Rozpuštění

Organizace může být v kterémkoli okamžiku rozpuštěna usnesením přijatým dvoutřetinovou většinou členských států. Nedojde-li v okamžiku rozpuštění k jednomyslně uzavřené dohodě mezi členskými státy, je prostřednictvím téhož usnesení přistoupeno ke jmenování likvidátora. Aktiva jsou rozdělena mezi členské státy Organizace v okamžiku rozpuštění v poměru k příspěvkům, které skutečně uhradily od doby, kdy se staly smluvními stranami této Úmluvy. V případě pasivní bilance se pasiv ujmou tytéž členské státy v poměru k příspěvkům stanoveným na probíhající účetní období.

Článek XIII

Podpis – Přístup

1. Tato Úmluva a Finanční protokol, který je její přílohou, jsou otevřeny k podpisu všem státům, které se účastnily předběžných prací k této Úmluvě.
2. Tato Úmluva a Finanční protokol, který je její přílohou, podléhají schválení nebo ratifikaci každým státem v souladu s jeho ústavním pořádkem.
3. Schvalovací nebo ratifikační listiny budou uloženy u Ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky.
4. Rada může jednomyslným hlasováním členských států rozhodnout o tom, že do Organizace budou přijaty jiné státy než uvedené v odstavci 1 tohoto článku. Takto přijaté státy se stávají členy Organizace uložením listiny o přístupu u Ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky.

Článek XIV

Vstup v platnost

1. Tato Úmluva a Finanční protokol, který je její přílohou, vstoupí v platnost k datu uložení čtvrté schvalovací nebo ratifikační listiny, pod podmínkou, že celková výše příspěvků podle sazebníku uvedeného v příloze k Finančnímu protokolu dosáhne alespoň 70 %.
2. Pro každý stát, který uloží svou listinu o schválení, ratifikaci nebo přístupu po datu vstupu v platnost uvedeném v odstavci 1 tohoto článku, vstupují Úmluva a Finanční protokol v platnost k datu uložení této listiny.

Článek XV

Oznámení

1. Uložení každé listiny o schválení, ratifikaci či přístupu a vstup v platnost této Úmluvy a Finančního protokolu, který je její přílohou, jsou oznamovány ministrem zahraničních věcí Francouzské republiky signatářským a pristoupivším státům, jakož i Řediteli Organizace.
2. Předseda Rady zasílá všem členským státům oznámení, pokud některý ze států vystoupí z Organizace nebo přestane být její smluvní stranou podle článku XI.

*Článek XVI***Registrace**

Bezprostředně poté, co tato Úmluva a Finanční protokol, který je její přílohou, vstoupí v platnost, je ministr zahraničních věcí Francouzské republiky dá zaregistrovat u generálního tajemníka Organizace spojených národů podle článku 102 Charty OSN.

Na důkaz toho níže podepsaní zástupci, řádně k tomuto účelu zmocnění, podepsali tuto Úmluvu.

Dáno v Paříži, dne 5. října 1962, v jediném vyhotovení ve francouzském, německém, nizozemském a švédském jazyce, přičemž v případě sporu je závazný francouzský text. Toto vyhotovení bude uloženo v archivu Ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky.

Toto ministerstvo vydá jednu ověřenou kopii signatářským nebo přistoupivším státům.

Za Spolkovou republiku Německo: podepsán : Karl Knoke v. r.

Za Království Belgie: podepsán : Jaspar v. r.

Za Francouzskou republiku: podepsán : E. de Charbonnel v. r.

Za Nizozemské království: podepsán : M. Beyen v. r.

Za Švédské království: podepsán : R. Kumlin v. r.

Finanční protokol, který je přílohou k Úmluvě o zřízení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli

Vlády států, které jsou smluvními stranami Úmluvy o zřízení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli, dále označované jako „Úmluva“,

přejíce si přijmout ustanovení týkající se finančního správy Organizace,

se dohodly na následujícím:

Článek 1

Rozpočet

1. Účetním obdobím Organizace je doba od 1. ledna do 31. prosince.
2. Ředitel předkládá Radě k projednání a schválení nejpozději 1. září každého roku podrobné odhady příjmů a výdajů v následujícím účetním období.
3. Odhady příjmů a výdajů jsou seskupeny do kapitol. Přesuny uvnitř rozpočtu jsou zakázány s výjimkou povolení Finančního výboru podle článku 3. Přesná forma rozpočtových odhadů je určena Finančním výborem na základě návrhu ředitele.

Článek 2

Dodatečný rozpočet

Jestliže to okolnosti vyžadují, Rada může požádat Ředitele, aby předložil dodatečný nebo revidovaný rozpočet. Žádná rezoluce, jejíž provedení s sebou nese dodatečné výdaje, nebude pokládána za schválenou Radou, pokud Rada rovněž neschválila, na návrh ředitele, odhady odpovídajících výdajů.

Článek 3

Finanční výbor

Rada zřizuje Finanční výbor složený ze zástupců všech členských států, jehož pravomoci jsou určeny Finančním řádem podle článku 8 níže. Ředitel předkládá Výboru rozpočtové odhady, které jsou poté se zprávou Výboru předávány Radě.

Článek 4

Příspěvky

1. Pro období končící dnem 31. prosince roku, ve kterém vstoupí Úmluva v platnost, Rada sestaví provizorní rozpočtové odhady, přičemž výdaje budou pokryty příspěvky stanovenými v souladu s ustanoveními přílohy k tomuto Protokolu.

2. Od 1. ledna následujícího roku budou výdaje uvedené v rozpočtu schváleném Radou pokryty příspěvky členských států v souladu s ustanoveními odstavce 1 článku 7 Úmluvy.
3. Jestliže se nějaký stát stane členem Organizace po 31. prosinci roku, ve kterém vstoupila Úmluva v platnost, příspěvky všech členských států jsou zrevidovány a nový sazebník bude účinný od počátku probíhajícího účetního období. Proplacení jsou prováděna v míře nezbytné pro přizpůsobení příspěvků všech členských států novému sazebníku.
4.
 - a) Na základě návrhu Ředitele stanoví Finanční výbor způsob placení příspěvků s cílem zajistit řádný chod Organizace.
 - b) Ředitel poté členským státům sděluje výši jejich příspěvků a data, k nimž mají být úhrady provedeny.

Článek 5

Měna pro placení příspěvků

1. Rada určuje měnu, v níž bude sestaven rozpočet Organizace. Příspěvky členských států se hradí v této měně v souladu s běžnými platebními podmínkami.
2. Rada však od členských států může požadovat, aby uhradily část svých příspěvků v jakékoli jiné měně, kterou Organizace potřebuje k plnění svých úkolů.

Článek 6

Provozní kapitál

Rada může zřídit provozní kapitál.

Článek 7

Účetnictví a audit

1. Ředitel nechává zpracovat účetnictví všech příjmů a výdajů, jakož i každoroční bilanci Organizace.
2. Rada jmenuje účetní komisaře, jejichž první mandát je tříletý a může být obnoven. Tito komisaři jsou pověřeni posouzením účetnictví a bilance Organizace, zejména s cílem ověřit, že výdaje byly v souladu s rozpočtovými odhady v mezích stanovených Finančním řádem. Vykonávají též všechny další funkce uvedené ve Finančním řádu.
3. Ředitel účetním komisařům poskytuje všechny informace a pomoc, kterou mohou potřebovat při výkonu svého úkolu.

Článek 8

Finanční řád

Finanční řád stanoví všechny další podmínky rozpočtového, účetního a finančního režimu Organizace.

Bude schválen jednomyslným rozhodnutím Rady.

Na důkaz toho níže podepsaní zástupci, řádně k tomuto účelu zmocnění, podepsali tento Protokol.

Dáno v Paříži, dne 5. října 1962, v jediném exempláři ve francouzském, německém, nizozemském a švédském jazyce, přičemž v případě sporu je závazný francouzský text. Tento exemplář bude uložen v archivu Ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky.

Toto ministerstvo vydá jednu ověřenou kopii signatářským nebo přistoupičským státům.

Za Spolkovou republiku Německo: Karl Knoke v. r.

Za Království Belgie: Jaspar v. r.

Za Francouzskou republiku: E. de Charbonnel v. r.

Za Nizozemské království: M. Beyen v. r.

Za Švédské království: R. Kumlin v. r.

Dánsko se stalo členem organizace 24. srpna 1967, Švýcarsko 1. března 1982 a Itálie 24. května 1982.

74**SDĚLENÍ****Ministerstva zahraničních věcí**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 22. prosince 2006 byla v Garchingu podepsána Dohoda mezi vládou České republiky a Evropskou organizací pro astronomický výzkum na jižní polokouli o přístupu k Úmluvě o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli¹⁾ a souvisejících podmínkách.

S Dohodou vyslovil souhlas Parlament České republiky a prezident republiky Dohodu ratifikoval.

Dohoda vstoupila v platnost na základě svého článku 7 dne 11. června 2007.

Anglické znění Dohody a její překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

¹⁾ Úmluva o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli přijatá v Paříži dne 5. října 1962 byla vyhlášena pod č. 73/2011 Sb. m. s.

AGREEMENT BETWEEN

THE GOVERNMENT OF THE CZECH REPUBLIC

AND

THE EUROPEAN ORGANISATION FOR ASTRONOMICAL RESEARCH IN THE

SOUTHERN HEMISPHERE

CONCERNING THE ACCESSION TO THE CONVENTION

ESTABLISHING A EUROPEAN ORGANISATION FOR ASTRONOMICAL

RESEARCH IN THE SOUTHERN HEMISPHERE

AND RELATED TERMS AND CONDITIONS

The Government of the Czech Republic,

and

The European Organization for Astronomical Research in the Southern Hemisphere, (hereinafter referred to as "ESO"), established by the Convention signed in Paris 5 October 1962 (hereinafter referred to as "the Convention"),

CONSIDERING that, according to Article XIII.4 of the Convention, a State admitted to ESO by unanimous vote of the Member States shall become a member of ESO by depositing an instrument of accession with the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic,

CONSIDERING that the Czech Republic has applied to become a full member of ESO and that the Council of ESO has approved the admission of the Czech Republic at its 109th meeting held in Garching on 5 - 6 December, 2006,

CONSIDERING the resolution of ESO Council determining the special contribution of the Czech Republic in accordance with Article VII 3 of the Convention as set out in Attachment 2 to ESO/Cou-1120 conf.,

CONVINCED that this accession will contribute to the achievement of the objectives set out in the Convention,

HAVING REGARD to Articles VII, XIII and XV of the Convention,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

The purpose of this Agreement is to determine the terms and conditions under which the Czech Republic shall accede to the Convention.

ARTICLE 2

1. The Czech Republic shall become a member of ESO and a party to the Convention establishing it.
2. The Czech Republic agrees, subject to ratification, to the conditions governing its accession as stated in the present Agreement.

ARTICLE 3

1. In accordance with its Article XIII. 4 of the Convention, accession shall become effective for the Czech Republic on the date when the Czech Republic's instrument of accession is deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic. The Czech Republic shall take all necessary steps in order that this occurs not later than January 1, 2007. Should it not be deposited within 120 days of this date, the terms and conditions of this Agreement may be renegotiated at the request of either ESO or the Czech Republic.
2. As from the date of accession, the provisions of the Convention, together with all measures taken by the ESO Council, shall be binding for the Czech Republic and shall be applicable to that State. The Czech Republic shall be placed in the same situation as the other Member States with regard to decisions, rulings, resolutions or any other acts made by the Council or, in delegation therefrom, by any subordinate body, and with regard to any Agreement concluded by the Organization. The Czech Republic shall consequently abide by the terms of these instruments and measures and by the principles and policies stemming therefrom, and shall whenever necessary take appropriate measures to ensure their full implementation.

ARTICLE 4

In accordance with the resolution of ESO Council determining the special contribution of Czech Republic as set out in Attachment 2 to ESO/Cou-1120 conf., adopted pursuant to Article VII. 3 of the Convention, the Czech Republic shall make a special contribution, as agreed by ESO Council and the Government of the Czech Republic,

of 7.80 Million Euros before 31 December 2006, of which 6.00 Million Euros was paid on 21 December 2005.

ARTICLE 5

The contribution of the Czech Republic for 2007 and subsequent years shall be calculated according to Article VII. 1 of the Convention and shall be additional to the contributions of the other member states.

ARTICLE 6

Articles IX and X of the ESO Convention shall apply to the settlement of disputes and termination of this agreement respectively.

ARTICLE 7

Each party shall notify the other in writing when the legal procedure required to give effect to this Agreement have been completed by each party. The Agreement shall enter into force immediately upon receipt of the later of the two notifications.

ARTICLE 8

The Agreement is amended by two Annexes, the validity of which shall expire by the time of Accession.

Done in duplicate in the English language at Garching, in the Federal Republic of Germany, on the 22th of December 2006

For the European Organisation for
Astronomical Research in the Southern
Hemisphere (ESO)

For the Government of the Czech Republic

Annex I to the AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE CZECH REPUBLIC
AND THE EUROPEAN ORGANISATION FOR ASTRONOMICAL RESEARCH IN THE
SOUTHERN HEMISPHERE

PROVISIONAL REGULATIONS

The parties to the Agreement

RECOGNISING that the ratification process requires approval by the Czech
Parliament,

HAVE AGREED that:

The special contribution of 7.80 million Euros, set to be paid before the end of 2006
as the special contribution towards the entrance fee, will unconditionally be returned
to the Czech Republic in the case that the Parliamentary approval is denied.

**Annex II to the AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE CZECH REPUBLIC
AND THE EUROPEAN ORGANISATION FOR ASTRONOMICAL RESEARCH IN THE
SOUTHERN HEMISPHERE**

PROVISIONAL REGULATIONS

The parties to the Agreement

RECOGNISING that the ratification process necessary will move the date of the deposit of the instrument of accession beyond January 1, 2007,

HAVE AGREED that:

Should the deposition occur after January 1, 2007 but within the period set out in Art. 3.1, the entry date shall be considered to be January 1, 2007, and the annual contribution for the year 2007 will be calculated from that date.

PŘEKLAD

DOHODA MEZI

VLÁDOU ČESKÉ REPUBLIKY

A

EVROPSKOU ORGANIZACÍ PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM
NA JIŽNÍ POLOKOULI

O PŘISTOUPENÍ K ÚMLUVĚ

O ZALOŽENÍ EVROPSKÉ ORGANIZACE PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM

NA JIŽNÍ POLOKOULI

A SOUVISEJÍCÍCH PODMÍNKÁCH

Vláda České republiky,

a

Evropská organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli (dále jen "ESO") založená Úmluvou podepsanou v Paříži dne 5. října 1962 (dále jen "Úmluva"),

BEROUCÉ V ÚVAHU, že podle článku XIII.4 Úmluvy se stát přijatý do ESO jednomyslným hlasováním členských států stane členem ESO tím, že uloží listinu o přístupu u ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky,

BEROUCÉ V ÚVAHU, že Česká republika požádala o řádné členství v ESO a že Rada ESO schválila přijetí České republiky na svém 109. zasedání, které se konalo v Garchingu ve dnech 5. a 6. prosince 2006,

BEROUCÉ V ÚVAHU usnesení Rady ESO, kterým se určuje zvláštní příspěvek České republiky v souladu s článkem Článek VII 3 Úmluvy, jak stanoví příloha 2 ESO/Cou1120 conf.,

BEROUCÉ V ÚVAHU, že toto přistoupení přispěje k dosažení cílů stanovených v Úmluvě,

S OHLEDEM na články VII, XIII a XV Úmluvy,

SE DOHODLY TAKTO:

ČLÁNEK 1

Účelem této dohody je stanovit podmínky, ze kterých Česká republika přistoupí k Úmluvě.

ČLÁNEK 2

1. Česká republika se stane členem ESO a smluvní stranou její Úmluvy.
2. Česká republika s výhradou ratifikace souhlasí s podmínkami upravujícími její přístup, které uvádí tato dohoda.

ČLÁNEK 3

1. V souladu s článkem XIII. 4 Úmluvy vstoupí přístup pro Českou republiku v platnost v den, kdy bude listina o přístupu České republiky uložena u ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky. Česká republika provede veškeré kroky nutné k tomu, aby k tomuto uložení došlo nejpozději 1. ledna 2007. Pokud listina o přístupu nebude uložena do 120 dnů od uvedeného data, lze podmínky této dohody znovu projednat na žádost České republiky nebo ESO.
2. Od data přístupu budou ustanovení Úmluvy a veškerá opatření přijatá Radou ESO pro Českou republiku závazná a ve vztahu k tomuto státu použitelná. Česká republika bude mít stejné postavení jako ostatní členské státy ve věci rozhodnutí, nařízení, usnesení či jiných aktů přijatých Radou nebo kterýmkoli podřízeným orgánem na základě pověření Rady a ve věci jakékoli dohody, kterou ESO uzavře. Česká republika bude následně dodržovat podmínky takových dokumentů a opatření a zásady a politiky z nich vyplývající a kdykoli to bude nutné, přijme vhodná opatření k zajištění jejich plného provádění.

ČLÁNEK 4

V souladu s usnesením Rady ESO, které určuje zvláštní příspěvek České republiky stanovený v příloze 2 k ESO/Cou-1120 conf. podle článku VII. 3 Úmluvy, zaplatí Česká republika zvláštní příspěvek dle dohody Rady ESO a vlády České republiky ve výši 7,80 mil. EUR do 31. prosince 2006, z toho 6,00 mil. EUR bylo zapláceno dne 21. prosince 2005.

ČLÁNEK 5

Příspěvek České republiky na rok 2007 a následné roky se vypočítá podle článku VII Úmluvy a doplní příspěvky ostatních členských států.

ČLÁNEK 6

Články IX a X Úmluvy o ESO se použijí na řešení sporů, resp. ukončení platnosti této dohody.

ČLÁNEK 7

Každá smluvní strana bude písemně informovat druhou stranu v okamžiku, kdy každá ze stran dokončí právní postup požadovaný pro vstup této dohody v platnost. Dohoda vstoupí v platnost ihned poté, co bude obdrženo pozdější z obou oznámení.

ČLÁNEK 8

Součástí Dohody jsou dvě přílohy, jejichž platnost skončí dnem přístupu.

Dáno ve dvou původních vyhotoveních v jazyce anglickém v Garchingu ve Spolkové republice Německo dne 22. prosince 2006

Za vládu České republiky

PhDr. Miroslava Kopicová v. r.
ministřyně školství, mládeže a tělovýchovy

Za Evropskou organizaci
pro astronomický výzkum na jižní
polokouli

Thomas L. Wilson v. r.
ředitel Evropské organizace
pro astronomický výzkum na jižní
polokouli

**Příloha I K DOHODĚ MEZI VLÁDOU ČESKÉ REPUBLIKY A EVROPSKOU ORGANIZACÍ
PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM NA JIŽNÍ POLOKOULI**

DOČASNÁ PRAVIDLA

Smluvní strany

UZNÁVAJÍCE, že ratifikační proces vyžaduje schválení Parlamentem České Republiky,

SE DOHODLY, že:

Zvláštní příspěvek ve výši 7,8 mil. EUR, určený k zaplacení do konce roku 2006 jako vstupní příspěvek, bude bezpodmínečně vrácen České republice v případě, že Parlament České republiky odmítne dát souhlas.

**Příloha II k DOHODĚ MEZI VLÁDOU ČESKÉ REPUBLIKY A EVROPSKOU
ORGANIZACÍ PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM NA JIŽNÍ POLOKOULI**

DOČASNÁ PRAVIDLA

Smluvní strany

UZNÁVAJÍCE, že parlamentní ratifikační proces nutně posune termín uložení listiny o
přístupu za 1. leden 2007

SE DOHODLY, že:

Pokud se uložení uskuteční po 1. lednu 2007, ale během doby uvedené v čl. 3.1, za
datum vstupu bude považován 1. leden 2007 a roční příspěvek pro rok 2007 bude
stanoven k tomuto datu.

75**SDĚLENÍ****Ministerstva zahraničních věcí**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 12. července 1974 byl v Paříži přijat Protokol o výsadách a imunitách Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli¹⁾).

S přístupem k Protokolu vyslovil souhlas Parlament České republiky.

Listina o přístupu České republiky k Protokolu, podepsaná prezidentem republiky dne 10. června 2010, byla uložena u vlády Francouzské republiky, depozitáře Protokolu, dne 13. října 2010.

Protokol vstoupil v platnost na základě svého článku 29 dne 25. července 1975. Pro Českou republiku vstoupil v platnost v souladu s ustanovením článku 31 dne 13. října 2010.

Francouzské znění Protokolu a jeho překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

¹⁾ Dohoda mezi vládou České republiky a Evropskou organizací pro astronomický výzkum na jižní polokouli o přístupu k Úmluvě o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli a souvisejících podmínkách podepsaná v Garchingu dne 22. prosince 2006 byla vyhlášena pod č. 74/2011 Sb. m. s.

Protocole Relatif aux Privilèges et
Immunités de l'Organisation Européenne
pour des Recherches Astronomiques
dans l'Hémisphère Austral



Protocole Relatif aux Privilèges et Immunités
de l'Organisation Européenne pour des Recherches
Astronomiques dans l'Hémisphère Austral

Préambule

Les États parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral, faite à Paris le 5 octobre 1962, ci-après dénommée «la Convention»,

CONSIDÉRANT que ladite Organisation, ci-après dénommée «l'Organisation», devrait jouir sur le territoire de ses États membres d'un statut juridique définissant les privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission,

CONSIDÉRANT que l'Organisation est établie au Chili où son statut est défini par l'accord en date du 6 novembre 1963 entre le Gouvernement de la République du Chili et l'Organisation,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article 1

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers ainsi que d'ester en justice.

Article 2

1. Les bâtiments et locaux de l'Organisation sont inviolables, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 du présent article et des articles 5 et 6 ci-après.
2. L'Organisation ne permettra pas que ses bâtiments ou locaux servent de refuge à une personne poursuivie à la suite d'un crime ou délit flagrant, ou objet d'un mandat de justice, d'une condamnation pénale ou d'un arrêté d'expulsion émanés des autorités territorialement compétentes.

Article 3

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Article 4

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Organisation bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf:
 - a. dans la mesure où le Directeur général de l'Organisation, ou la personne appelée à le remplacer en vertu de l'article VI de la Convention, renonce à celle-ci dans un cas particulier;
 - b. en cas d'action civile intentée par un tiers pour le dommage résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant à l'Organisation ou circulant pour son compte, ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile intéressant le véhicule précité;
 - c. en cas d'exécution d'une sentence arbitrale rendue en application soit de l'article 23, soit de l'article 24 du présent Protocole;
 - d. en cas de saisie-arrêt sur salaire pour dette d'un membre du personnel de l'Organisation, à condition que cette saisie-arrêt résulte d'une décision de justice définitive et exécutoire conformément aux règles en vigueur sur le territoire d'exécution;
 - e. à l'égard d'une demande reconventionnelle directement liée à la demande principale intentée par l'Organisation.
2. Les propriétés et biens de l'Organisation, quel que soit le lieu où ils se trouvent, bénéficient de l'immunité à l'égard de toute forme de réquisition, confiscation, expropriation et séquestre. Ils bénéficient également de l'immunité à l'égard de toute forme de contrainte administrative ou de mesures préalables à un jugement, sauf dans la mesure où le nécessitent temporairement la prévention des accidents mettant en cause des véhicules automoteurs appartenant à l'Organisation ou circulant pour le compte de celle-ci et les enquêtes, auxquelles peuvent donner lieu lesdits accidents.

Article 5

1. L'Organisation coopère en tout temps avec les autorités compétentes des États parties au présent Protocole en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police, de santé publique et du travail ou autres lois de nature analogue et d'empêcher tout abus des privilèges, immunités et facilités prévus par le présent Protocole.
2. La procédure de coopération mentionnée dans le paragraphe précédent pourra être précisée dans les accords complémentaires visés à l'article 27 du présent Protocole.

Article 6

1. Chaque État partie au présent Protocole conserve le droit de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sûreté et de la sauvegarde de l'ordre public.
2. Au cas où il estimerait nécessaire d'user de ce droit, le Gouvernement de l'État partie au présent Protocole concerné se mettra, aussi rapidement que les circonstances le permettront, en rapport avec l'Organisation en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures nécessaires pour la protection des intérêts de cette dernière.
3. L'Organisation collabore avec les autorités d'États parties au présent Protocole en vue d'éviter tout préjudice à la sûreté et à l'ordre public de ceux-ci du fait de son activité.

Article 7

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Organisation ainsi que ses biens et revenus sont exonérés des impôts directs.

2. Lorsque l'Organisation effectue des achats importants de biens ou de services, y compris l'édition de publications, strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits ou des taxes, des dispositions appropriées sont prises par l'État partie au présent Protocole qui a perçu les droits et taxes en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits et taxes de cette nature lorsqu'ils sont identifiables.
3. Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services rendus.

Article 8

Chaque États partie au présent Protocole accorde l'exonération ou le remboursement des droits et taxes d'importation ou d'exportation, à l'exception de ceux qui ne constituent que la rémunération de services rendus, pour les produits et matériels destinés aux activités officielles de l'Organisation ainsi que pour les publications correspondant à sa mission, importés ou exportés par elle.

Ces produits et matériels sont exempts de toutes prohibitions et restrictions à l'importation ou à l'exportation.

Article 9

Les dispositions des articles 7 et 8 du présent Protocole ne sont pas applicables aux achats de biens et de services et importations de biens destinés aux besoins propres du Directeur général et des membres du personnel de l'Organisation.

Article 10

1. Les biens appartenant à l'Organisation, acquis conformément à l'article 7 ou importés conformément à l'article 8, ne peuvent être vendus, cédés, prêtés ou loués sur le territoire de l'État qui a accordé les exemptions précitées qu'aux conditions fixées par celui-ci.

2. Les transferts de biens ou la prestation de services opérés entre les établissements de l'Organisation ne sont soumis à aucune charge ni restriction; le cas échéant, les Gouvernements des États parties au présent Protocole prennent toutes mesures appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de telles charges ou en vue de la levée de telles restrictions.

Article 11

Aux fins du présent Protocole, on entend par «activités officielles de l'Organisation» toutes les activités de l'Organisation destinées à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans la Convention, y compris son fonctionnement administratif.

Article 12

1. La circulation des publications et autres matériels d'information expédiés par l'Organisation ou à celle-ci, et correspondant à ses buts, ne sera soumise à aucune restriction.
2. Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, l'Organisation bénéficie d'un traitement aussi favorable que celui accordé par le Gouvernement de chaque État partie au présent Protocole aux autres organisations internationales similaires.

Article 13

1. L'Organisation peut recevoir, détenir et transférer tous fonds, devises et numéraires; elle peut en disposer librement pour ses activités officielles et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour faire face à ses engagements.
2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu du présent article, l'Organisation tient compte de toute représentation qui lui serait faite par le Gouvernement d'un État partie au présent Protocole et qui ne porterait pas préjudice à ses propres intérêts.

Article 14

1. Les représentants des États parties au présent Protocole qui participent aux réunions de l'Organisation jouissent durant l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, de l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention, ainsi que de saisie de leurs bagages personnels, sauf en cas de flagrant délit. En pareil cas, les autorités compétentes informent immédiatement de l'arrestation ou de la saisie le Directeur général de l'Organisation ou son représentant.
2. Les personnes visées au présent article jouissent également de l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles ou écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. Cette immunité ne s'applique pas dans le cas d'infractions à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commises par les intéressés ou de dommage causé par un véhicule automoteur leur appartenant ou conduit par eux.

Article 15

Outre les privilèges et immunités prévus aux articles 16 et 17 ci-dessous, le Directeur général de l'Organisation, ou la personne appelée à le remplacer, jouit pendant la durée de ses fonctions des privilèges et immunités reconnus par la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques aux agents diplomatiques de rang comparable.

Article 16

1. Les personnes au service de l'Organisation jouissent, même après la cessation de leurs fonctions, de l'immunité à l'égard de toute action judiciaire pour les actes, y compris les paroles et écrits, accomplis par elles dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions.
2. Cette immunité ne s'applique pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commise par les personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus ou de dommage causé par un véhicule automoteur leur appartenant ou conduit par elles.

Article 17

Les membres du personnel de l'Organisation qui lui consacrent toute leur activité professionnelle:

- a. jouissent, en ce qui concerne les transferts de fonds, des privilèges généralement reconnus aux membres du personnel des organisations internationales dans le cadre des réglementations nationales respectives;
- b. jouissent, lorsqu'ils sont liés à l'Organisation par un contrat d'une durée d'au moins un an, du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels à l'occasion de leur première installation dans l'État intéressé et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit État, d'exporter en franchise leur mobilier et leurs effets personnels sous réserve, dans l'un ou l'autre cas, des conditions et restrictions prévues par les lois et règlements de l'État où le droit est exercé;
- c. jouissent, avec les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mêmes exceptions aux dispositions limitant l'immigration et réglant l'enregistrement des étrangers que celles généralement reconnues aux membres du personnel des organisations internationales;
- d. jouissent de l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;
- e. sont exempts de toute obligation relative au service militaire ou de tout autre service obligatoire;
- f. jouissent, en période de crise internationale, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques.

Article 18

L'Organisation, son Directeur général et les membres de son personnel sont exempts de toutes contributions obligatoires à des organismes nationaux de prévoyance sociale au cas où elle établirait elle-même un système de prévoyance sociale comportant des prestations suffisantes, sous réserve des accords à passer avec les États concernés, parties au présent Protocole, conformément aux dispositions de l'article 27 ci-après, ou des mesures correspondantes arrêtées par ces mêmes États.

Article 19

1. Dans les conditions et suivant la procédure fixées par le Conseil statuant au plus tard à l'expiration du délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Protocole, le Directeur général et les membres du personnel de l'Organisation visés à l'article 17 peuvent être soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements et émoluments versés par elle. A compter de la date où cet impôt sera appliqué, lesdits traitements et émoluments seront exempts d'impôts nationaux sur le revenu; mais les États parties au présent Protocole se réservent la possibilité de tenir compte de ces traitements et émoluments pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus d'autres sources.
2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne sont pas applicables aux rentes et pensions versées par l'Organisation à ses anciens directeurs généraux et aux anciens membres de son personnel du fait de leurs services au sein de l'Organisation.

Article 20

Les noms, qualités et adresses des membres du personnel de l'Organisation visés à l'article 17 du présent Protocole sont communiqués périodiquement aux Gouvernements des États parties audit Protocole.

Article 21

1. Les privilèges et immunités prévus par le présent Protocole ne sont pas établis en vue d'accorder à leurs bénéficiaires des avantages personnels. Ils sont institués uniquement afin d'assurer, en toutes circonstances, le libre fonctionnement de l'Organisation et la complète indépendance des personnels auxquels ils sont accordés.
2. Le Directeur général ou la personne appelée à le remplacer ou, s'il s'agit du représentant d'un État partie au présent Protocole, le Gouvernement dudit État ou, s'il s'agit du Directeur général lui-même, le Conseil, ont le droit et le devoir de lever cette immunité lorsqu'ils estiment qu'elle empêche le fonctionnement normal de la justice et qu'il est possible d'y renoncer sans compromettre les fins pour lesquelles elle a été accordée.

Article 22

1. Aucun État partie au présent Protocole n'est tenu d'accorder les privilèges et immunités mentionnés aux articles 14, 15 et 17 a, b, c, e et f à ses propres ressortissants ni aux résidents permanents sur son territoire.

Article 23

1. L' Organisation est tenue d'insérer dans tous les contrats écrits auxquels elle est partie, autres que ceux conclus conformément au statut du personnel, une clause compromissoire prévoyant que tout différend soulevé au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du contrat peut, à la demande de l'une ou l'autre partie, être soumis à un arbitrage privé. Cette clause d'arbitrage spécifiera le mode de désignation des arbitres, la loi applicable et l'État dans lequel siègeront les arbitres. La procédure de l'arbitrage sera celle de cet État.
2. L'exécution de la sentence rendue à la suite de cet arbitrage sera régie par les règles en vigueur dans l'État sur le territoire duquel elle sera exécutée.

Article 24

1. Tout État partie au présent Protocole peut soumettre à un Tribunal d'arbitrage international tout différend:
 - a. relatif à un dommage causé par l'Organisation;
 - b. impliquant toute obligation non contractuelle de l'Organisation;
 - c. impliquant toute personne qui pourrait se réclamer de l'immunité de juridiction conformément aux articles 15 et 16, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions de l'article 21 du présent Protocole. Dans les différends où l'immunité de juridiction est réclamée conformément aux articles 15 et 16, la responsabilité de l'Organisation sera substituée à celle des personnes visées auxdits articles.
2. Si un État partie au présent Protocole a l'intention de soumettre un différend à l'arbitrage, il le notifiera au Directeur général qui informera immédiatement chaque État au présent Protocole de cette notification.

3. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquera pas aux différends entre l'Organisation et le Directeur général, les membres de son personnel ou les experts au sujet de leurs conditions de service.
4. La sentence du Tribunal d'arbitrage est définitive et sans recours; les parties s'y conformeront. En cas de contestation sur le sens et la portée de la sentence, il appartient au Tribunal d'arbitrage de l'interpréter à la demande de toute partie.

Article 25

1. Le Tribunal d'arbitrage prévu à l'article 24 ci-dessus est composé de trois membres, un arbitre nommé par le ou les États parties à l'arbitrage, un arbitre nommé par l'Organisation et un troisième arbitre, qui assume la présidence, nommé par les deux premiers.
2. Ces arbitres sont choisis sur une liste ne comprenant pas plus de six arbitres désignés par chaque État partie au présent Protocole et six arbitres désignés par l'Organisation.
3. Si, dans un délai de trois mois après la notification mentionnée au paragraphe 2 de l'article 24, l'une des parties s'abstient de procéder à la nomination prévue au paragraphe 1 du présent article, le choix de l'arbitre est effectué sur la requête de l'autre partie par le Président de la Cour internationale de Justice parmi les personnes figurant sur ladite liste. Il en va de même, à la requête de la partie la plus diligente, lorsque, dans un délai d'un mois à compter de la nomination du deuxième arbitre, les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième. Toutefois, un ressortissant de l'État demandeur ne peut être choisi pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'Organisation, ni une personne inscrite sur la liste par désignation de l'Organisation choisie pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'État demandeur. Les personnes appartenant à ces deux catégories ne peuvent pas davantage être choisies pour assumer la présidence du Tribunal.
4. Le Tribunal d'arbitrage établit ses propres règles de procédure.

Article 26

Tout différend qui pourra naître entre l'Organisation et le Gouvernement d'un État partie au présent Protocole au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole et qui n'aura pu être réglé par voie de négociations directes sera, à moins que les parties ne conviennent d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une quelconque d'entre elles, à un Tribunal arbitral composé de trois membres, soit un arbitre désigné par le Directeur général de l'Organisation ou la personne appelée à le remplacer, un arbitre désigné par l'État ou les États parties au présent Protocole intéressés et un tiers arbitre choisi d'un commun accord par les deux autres, qui ne pourra être ni un fonctionnaire de l'Organisation, ni un ressortissant de l'État ou des États en cause et qui présidera le Tribunal.

La requête introductive d'instance devra comporter le nom de l'arbitre désigné par la partie demanderesse; la partie défenderesse devra désigner son arbitre et en communiquer le nom à l'autre partie dans les deux mois de la réception de la requête introductive d'instance. Faute par la partie défenderesse d'avoir notifié le nom de son arbitre dans le délai ci-dessus, ou faute par les deux arbitres de s'être mis d'accord sur le choix d'un tiers arbitre dans les deux mois de la dernière désignation d'arbitre, l'arbitre ou le tiers arbitre, selon le cas, sera désigné par le Président de la Cour internationale de Justice à la requête de la partie la plus diligente.

Le Tribunal établira lui-même ses règles de procédure. Ses décisions s'imposeront aux parties et ne seront susceptibles d'aucun recours.

Article 27

L'Organisation peut sur décision du Conseil conclure avec un ou plusieurs États parties au présent Protocole des accords complémentaires en vue de l'exécution des dispositions du présent Protocole.

Article 28

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des États parties à la Convention portant création de l'Organisation en date du 5 octobre 1962.

2. Le présent Protocole est soumis à ratification ou à approbation. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 29

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'approbation.

Article 30

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tout État partie à la Convention portant création de l'Organisation, en date du 5 octobre 1962.
2. Les instruments d'adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 31

Pour tout État qui ratifie ou approuve le présent Protocole après son entrée en vigueur, ou pour tout État qui y adhère, le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'approbation ou d'adhésion.

Article 32

Le Gouvernement de la République française notifiera à tous les États qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré, ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation, le dépôt de chacun des instruments de ratification, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Article 33

1. Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention portant création de l'Organisation, en date du 5 octobre 1962.

2. Tout État qui se retire de l'Organisation ou cesse d'en faire partie en vertu de l'article XI de la Convention visée au paragraphe précédent cesse d'être partie au présent Protocole.

Article 34

Le présent Protocole doit être interprété à la lumière de son objectif essentiel, qui est de permettre à l'Organisation de remplir intégralement et efficacement sa mission et d'exercer les fonctions qui lui sont assignées par la Convention.

Article 35

Dès l'entrée en vigueur de présent Protocole, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

FAIT à Paris, le 12 juillet 1974, en un seul exemplaire en langues allemande, danoise, française, néerlandaise et suédoise, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires étrangères de la République française qui en délivrera copie certifiée conforme aux États signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique: C. de Kerchove

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne: Sigismund Fr. von Braun

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas: Vegelin Van Claerbergen

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark: Paul Fischer

Pour le Gouvernement de la République française: G. de Courcel

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède: Ingemar Häggblöf

La Suisse est devenue membre de l'Organisation le 1^{er} mars 1982, l'Italie le 24 mai 1982, le Portugal le 1^{er} janvier 2001, le Royaume-Uni le 1^{er} juillet 2002, la Finlande le 1^{er} juillet 2004, l'Espagne le 1^{er} juillet 2006, la République tchèque le 1^{er} janvier 2007 et l'Autriche le 1^{er} juillet 2008.

PŘEKLAD

**PROTOKOL O VÝSADÁCH A IMUNITÁCH
EVROPSKÉ ORGANIZACE PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM
NA JIŽNÍ POLOKOULI**

Preamble

Smluvní státy Úmluvy o založení Evropské organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli, podepsané 5. října 1962 v Paříži, dále uváděné jako „Úmluva“,

BEROUCÉ V ÚVAHU, že řečená Organizace, dále uváděná jako „Organizace“, by měla na území svých členských států požívat právní statut definující výsady a imunity nutné pro plnění svého poslání,

BEROUCÉ V ÚVAHU, že Organizace je zřízena v Chile, kde je její statut upraven Dohodou mezi vládou Chilské republiky a Organizací ze 6. listopadu 1963,

SE DOHODLY TAKTO:

Článek 1

Organizace má právní subjektivitu. Je způsobilá zejména uzavírat smlouvy, nabývat movitý a nemovitý majetek a zcizovat jej, jakož i účastnit se soudního řízení.

Článek 2

1. S výhradou ustanovení odstavce 2 tohoto článku a článkům 5 a 6 níže jsou budovy a prostory Organizace nedotknutelné.
2. Organizace neumožní, aby její budovy či prostory sloužily jako útočiště osobám hledaným pro spáchání přestupku či trestného činu nebo na které byl vydán zatýkací rozkaz, odsuzující rozsudek či příkaz k vyhoštění příslušnými orgány daného území.

Článek 3

Archívy Organizace a obecně veškeré dokumenty, které jí náleží či které jsou v jejím držení, jsou nedotknutelné, ať se nacházejí kdekoliv.

Článek 4

1. V rozsahu své úřední činnosti požívá Organizace imunitu vůči jurisdikci a výkonu soudního rozhodnutí s výjimkou:
 - a. případu, kdy se této imunity v konkrétním případě zřekl generální ředitel Organizace či osoba určená k jeho zastupování podle článku VI Úmluvy;
 - b. občanskoprávní žaloby podané třetí osobou v souvislosti s náhradou škody způsobené nehodou zapříčiněnou motorovým vozidlem patřícím Organizaci či

provozovaným Organizací, či v případě porušení pravidel silničního provozu takovým vozidlem;

- c. výkonu nálezu arbitrážního soudu podle článku 23 nebo 24 tohoto Protokolu;
- d. případu obstavení mzdy kvůli dluhu některého člena personálu Organizace, pokud je takové obstavení výsledkem pravomocného a vykonatelného soudního rozhodnutí v souladu s právními předpisy platnými na území, kde k obstavení došlo;
- e. vzájemné žaloby přímo se vztahující k hlavnímu nároku Organizace.

2. Majetek a aktiva Organizace, ať se nacházejí kdekoliv, požívají imunity vůči jakékoliv formě rekvizice, konfiskace, vyvlastnění a obstavení. Požívají rovněž imunity vůči jakékoliv formě správního omezení či předběžného soudního opatření, s výjimkou dočasně nutného opatření v souvislosti s prevencí nehod, v nichž jsou zapojena motorová vozidla náležející Organizaci či Organizaci provozovaná, či v souvislosti s případným vyšetřováním takových nehod.

Článek 5

1. Organizace vždy spolupracuje s příslušnými úřady smluvních států tohoto Protokolu za účelem usnadnění výkonu práva, zajištění dodržování policejních, zdravotních, pracovních či jiných podobných předpisů, a za účelem předcházení jakéhokoliv zneužití výsad, imunit a úlev plynoucích z tohoto Protokolu.

2. Postup spolupráce uvedený v předchozím odstavci může být upřesněn v dodatečných dohodách uvedených v článku 27 tohoto Protokolu.

Článek 6

1. Každý smluvní stát tohoto Protokolu má právo přijímat veškerá preventivní opatření v zájmu své bezpečnosti a zachování veřejného pořádku.
2. Pokud vláda smluvního státu tohoto Protokolu považuje za nutné využít tohoto práva, kontaktuje dle okolností co možná nejdříve Organizaci, aby se dohodly na nutných opatřeních na ochranu zájmů Organizace.
3. Organizace spolupracuje s úřady smluvních států tohoto Protokolu, aby předešla veškerému ohrožení bezpečnosti a veřejného pořádku těchto států plynoucích z činnosti Organizace.

Článek 7

1. V rozsahu své úřední činnosti je Organizace, jakož i její majetek a příjmy, osvobozena od přímých daní.
2. Pokud Organizace nakupuje majetek či služby značné hodnoty, včetně vydávání publikací, nezbytně nutné pro její úřední činnost a jejichž cena zahrnuje poplatky či daně, přijme ten smluvní stát tohoto Protokolu, který tyto poplatky či daně vybral,

vhodná opatření k vrácení či nahrazení částky těchto poplatků a daní, pokud je lze identifikovat.

3. Žádné vynětí se nepřiznává pro daně a poplatky, které jsou pouhou platbou za poskytnuté služby.

Článek 8

Každý smluvní stát tohoto Protokolu přiznává vynětí či náhradu dovozních či vývozních poplatků a daní, pokud nejsou pouhou platbou za poskytnuté služby, ohledně výrobků a materiálů určených k úřední činnosti Organizace, jakož i ohledně publikací vztahujících se k jejímu poslání, které Organizace dováží či vyváží.

Tyto výrobky a materiály jsou vyňaty ze všech dovozních či vývozních zákazů a omezení.

Článek 9

Ustanovení článků 7 a 8 tohoto Protokolu se nevztahují na nákup zboží a služeb a na dovoz zboží k osobní potřebě generálního ředitele a členů personálu Organizace.

Článek 10

1. Majetek náležející Organizaci nabytý podle článku 7 či dovezený podle článku 8 může být na území státu, který poskytl výše uvedené vynětí, prodán, postoupen, zapůjčen či pronajat pouze za podmínek stanovených tímto státem.
2. Převody majetku či poskytování služeb mezi zařízeními Organizace nepodléhají žádným poplatkům či omezením; v případě potřeby vlády smluvních států tohoto Protokolu přijmou veškerá příslušná opatření k vrácení či náhradě částky takových poplatků či ke zrušení takových omezení.

Článek 11

Pro účely tohoto Protokolu se „úředními činnostmi Organizace“ rozumějí veškeré činnosti Organizace určené k dosažení jejích cílů definovaných v Úmluvě, včetně její administrativní činnosti.

Článek 12

1. Šíření publikací a jiných informačních materiálů odpovídajících cílům Organizace zaslaných Organizaci nebo odeslaných Organizací nepodléhá žádným omezením.
2. Organizace požívá ohledně své úřední komunikace a při dopravě všech svých dokumentů stejně výhodného zacházení, jaké je přiznáváno vládou každého smluvního státu tohoto Protokolu jiným podobným mezinárodním organizacím.

Článek 13

1. Organizace může dostávat, držet a převádět veškeré své fondy, devizy a hotovost; může s nimi pro svou úřední činnost volně nakládat a mít účty podle potřeby v jakékoliv měně, aby dostála svým závazkům.
2. Při uplatňování práv, které jí přiznává tento článek, bere Organizace v úvahu jakékoliv prohlášení vlády smluvního státu tohoto Protokolu, které neškodí jejím vlastním zájmům.

Článek 14

1. Představitelé smluvních států tohoto Protokolu, kteří se účastní zasedání Organizace, požívají během výkonu svých funkcí, jakož i během svých cest do místa či z místa schůze, imunitu vůči zatčení či zadržení, jakož i zabavení svých osobních zavazadel, s výjimkou případu spáchání trestného činu. V takovém případě informují příslušné úřady o zatčení či zabavení ihned generálního ředitele Organizace či jeho zástupce.
2. Osoby, jichž se tento článek týká, požívají rovněž i po ukončení své mise imunitu vůči jurisdikci za jednání, včetně pronesených či napsaných slov, během výkonu svých funkcí a v rámci svých pravomocí. Tato imunita se nevztahuje na případy porušení pravidel silničního provozu motorových vozidel spáchané uvedenými osobami či na škody způsobené motorovými vozidly patřícími uvedeným osobám či jimi řízenými.

Článek 15

Vedle výsad a imunit níže uvedených v člancích 16 a 17 požívá generální ředitel Organizace či osoba určená k jeho zastupování po dobu výkonů svých funkcí výsady a imunity, které Vídeňská úmluva o diplomatických stycích z 18. dubna 1961 přiznává diplomatickým zástupcům srovnatelné hodnosti.

Článek 16

1. Osoby ve službách Organizace požívají i po skončení svých funkcí imunitu vůči jakémukoliv soudnímu řízení za jednání, včetně pronesených či napsaných slov, během výkonu svých funkcí a v rámci svých pravomocí.
2. Tato imunita se nevztahuje na případy porušení pravidel silničního provozu motorových vozidel spáchané osobami uvedenými v odstavci 1 výše či na škody způsobené motorovými vozidly patřícími uvedeným osobám či jimi řízenými.

Článek 17

1. Členové personálu Organizace, kteří v ní pracují na plný úvazek:
 - a) požívají při převodu fondů výsad, které obecně přiznávají členům personálu mezinárodních organizací příslušné vnitrostátní předpisy;

- b) požívají, pokud mají s Organizací uzavřenou smlouvu nejméně na jeden rok, práva dovézt bezcelně svůj nábytek a osobní věci při svém prvním příjezdu do uvedeného státu a práva vyvézt bezcelně svůj nábytek a osobní věci po ukončení svých funkcí v uvedeném státě, v obou případech za podmínek a s omezeními uvedenými v zákonech a předpisech státu, ve kterém je toto právo uplatňováno;
- c) požívají společně se svými rodinnými příslušníky, kteří jsou členy jejich domácnosti, týchž výjimek z ustanovení omezujících imigraci a upravujících registraci cizinců, které se běžně přiznávají členům personálu mezinárodních organizací;
- d) požívají nedotknutelnosti všech svých úředních listin a dokumentů;
- e) jsou vyňati ze všech povinností týkajících se vojenské služby či jakékoliv jiné povinné služby;
- f) v době mezinárodních krizí mohou společně se svými rodinnými příslušníky, kteří jsou členy jejich domácnosti, využít stejných možností repatriace jako členové diplomatických misí.

Článek 18

Organizace, její generální ředitel a členové jejího personálu jsou vyňati ze všech povinných odvodů národním organizacím sociálního pojištění v případě, že mají vlastní

systém sociálního pojištění s dostatečným plněním, pokud s příslušnými státy, které jsou smluvními státy tohoto Protokolu, Organizace uzavřela dohody podle ustanovení článku 27 níže či pokud tyto státy přijaly příslušná opatření.

Článek 19

1. Za podmínek a podle postupů stanovených Radou nejpozději po vypršení roční lhůty od vstupu Protokolu v platnost mohou být generální ředitel a členové personálu Organizace uvedení v článku 17 podrobeni zdanění ve prospěch Organizace odváděné z platů a služebních požitků vyplácených Organizací. Ode dne zavedení této daně budou uvedené platy a služební požitky vyňaty z vnitrostátní daně z příjmů; smluvní státy tohoto Protokolu si však vyhrazují možnost brát tyto platy a služební požitky do úvahy při výpočtu výše daně placené z příjmů z jiných zdrojů.
2. Ustanovení prvního odstavce tohoto článku se nevztahují na důchody a penze vyplácené Organizací jejím bývalým generálním ředitelům a bývalým členům jejího personálu za jejich služby v Organizaci.

Článek 20

Jména, funkce a adresy členů personálu Organizace uvedených v článku 17 tohoto Protokolu jsou pravidelně sdělovány vládám smluvních států tohoto Protokolu.

Článek 21

1. Výsady a imunity uvedené v tomto Protokolu nemají za účel poskytovat osobní prospěch osobám, které je požívají. Jsou zavedeny výhradně k zajištění nerušeného chodu Organizace za všech okolností a plné nezávislosti členů personálu, kterým jsou přiznány.
2. Generální ředitel či osoba určená k jeho zastupování nebo, pokud se jedná o zástupce smluvního státu tohoto Protokolu, vláda uvedeného státu nebo, pokud se jedná o samotného generálního ředitele, Rada, mají právo a povinnost zřici se této imunity, pokud se domnívají, že brání řádnému výkonu spravedlnosti a že je možno se jí zřici bez ohrožení účelů, ke kterým byla přiznána.

Článek 22

Žádný smluvní stát tohoto Protokolu není povinen přiznávat výsady a imunity uvedené v člancích 14, 15 a 17 *a, b, c, e a f* svým vlastním občanům ani osobám trvale žijícím na jeho území.

Článek 23

1. Organizace je povinna začlenit do všech jí uzavíraných písemných smluv, jiných než smlouvy o statutu svého personálu, arbitrážní doložku stanovující, že jakýkoliv spor plynoucí z výkladu či provádění smlouvy může být na žádost kterékoliv ze stran předložen soukromé arbitráži. Tato arbitrážní doložka stanoví způsob určení arbitrů, právo, kterým se bude řídit, a stát, ve kterém budou rozhodovat arbitři. Použije se postup arbitráže tohoto státu.

2. Výkon rozhodnutí vydaného touto arbitráží se řídí právními předpisy platnými ve státě, na jehož území bude vykonáno.

Článek 24

1. Kterýkoliv smluvní stát tohoto Protokolu může předložit mezinárodnímu arbitrážnímu tribunálu jakýkoliv spor:
 - a) týkající se škody způsobené Organizací;
 - b) zahrnující jakoukoliv nesmluvní povinnost Organizace;
 - c) zahrnující jakoukoliv osobu, která by mohla uplatňovat imunitu vůči jurisdikci podle článků 15 a 16, pokud tato imunita nebyla zrušena podle ustanovení článku 21 tohoto Protokolu. Ve sporech, kdy je uplatňována imunita vůči jurisdikci podle článku 15 a 16, přechází odpovědnost Organizace na osoby uvedené v těchto člancích.
2. Jestliže některý smluvní stát tohoto Protokolu má v úmyslu předložit spor arbitráží, oznámí to generálnímu řediteli, který o tomto oznámení neprodleně informuje každý smluvní stát tohoto Protokolu.
3. Postup uvedený v odstavci 1 tohoto článku se nevztahuje na spory mezi Organizací a generálním ředitelem, členy personálu či experty ohledně služebních podmínek.

4. Rozhodnutí arbitrážního tribunálu je konečné a není proti němu odvolání; strany se mu podřídí. V případě námitky ohledně smyslu a dosahu rozhodnutí je na arbitrážním tribunálu, aby na žádost kterékoliv ze stran toto rozhodnutí vyložil.

Článek 25

1. Arbitrážní tribunál uvedený v článku 24 výše se skládá ze tří členů, jeden arbitr je jmenován státem či státy účastnicími se arbitráže, jeden je jmenován Organizací a třetí arbitr, který arbitráži předsedá, je jmenován dvěma prvními arbitry.
2. Tito arbitři jsou vybráni ze seznamu, na kterém je nejvýše šest arbitrů určených každým smluvním státem tohoto Protokolu a šest arbitrů určených Organizací.
3. Jestliže jedna ze stran ve lhůtě tří měsíců od oznámení uvedeného v odstavci 2 článku 24 nejmenuje arbitra v souladu s odstavcem 1 tohoto článku, vybere arbitra na žádost druhé strany předseda Mezinárodního soudního dvora z osob uvedených ve výše uvedeném seznamu. Stejně se postupuje na žádost jedné ze stran v případě, kdy se do jednoho měsíce od jmenování druhého arbitra dvěma prvními arbitry nepodaří shodnout na jmenování třetího. Avšak jako arbitr, jehož jmenování přísluší Organizaci, nemůže být vybrán občan státu požadujícího arbitráž, podobně ani osoba uvedená na seznamu Organizací nemůže zastávat úlohu arbitra, který má být jmenován státem požadujícím arbitráž. Osoby náležející do těchto dvou kategorií nemohou navíc být vybráni za předsedy tribunálu.
4. Arbitrážní tribunál si stanoví svůj vlastní jednací řád.

Článek 26

Jakýkoliv spor, který případně vznikne mezi Organizací a vládou některého smluvního státu tohoto Protokolu ohledně výkladu či uplatňování tohoto Protokolu a který nebude moci být urovnán přímým jednáním, bude předložen, pokud se strany nedohodnou na jiném způsobu řešení, na žádost jedné ze stran arbitrážnímu tribunálu složenému ze tří členů, tedy z jednoho arbitra vybraného generálním ředitelem Organizace či osobou určenou k jeho zastupování, z jednoho arbitra vybraného zainteresovaným smluvním státem či zainteresovanými smluvními státy tohoto Protokolu a ze třetího arbitra, kterého po dohodě vyberou dva předchozí arbitři, ten však nemůže být ani úředníkem Organizace, ani občanem zainteresovaného státu či zainteresovaných států a bude tribunálu předsedat.

Návrh na zahájení řízení musí obsahovat jméno arbitra vybraného žalující stranou; žalovaná strana určí svého arbitra a sdělí jeho jméno druhé straně do dvou měsíců od obdržení návrhu na zahájení řízení. Pokud žalovaná strana neoznámí jméno svého arbitra ve výše uvedené lhůtě, či pokud se oba arbitři nehodnou na výběru třetího arbitra do dvou měsíců od určení druhého arbitra, bude arbitr nebo třetí arbitr na žádost jedné ze stran jmenován předsedou Mezinárodního soudního dvora.

Tribunál si stanoví svůj vlastní jednací řád. Jeho rozhodnutí jsou pro strany závazná a strany nemají možnost odvolání.

Článek 27

Organizace může na základě rozhodnutí Rady uzavřít s jedním či více smluvními státy tohoto Protokolu dodatečné dohody o provádění ustanovení tohoto Protokolu.

Článek 28

1. Tento Protokol je otevřen k podpisu smluvním státům Úmluvy o založení Organizace z 5. října 1962.
2. Tento Protokol podléhá ratifikaci či schválení. Listiny o ratifikaci či schválení budou uloženy v archivu vlády Francouzské republiky.

Článek 29

Tento Protokol vstoupí v platnost v den uložení třetí listiny o ratifikaci či schválení.

Článek 30

1. Po svém vstupu v platnost zůstane tento Protokol otevřen k přístupu všech smluvních států Úmluvy o založení Organizace z 5. října 1962.
2. Listiny o přístupu budou uloženy v archivu vlády Francouzské republiky.

Článek 31

Pro každý stát, který ratifikuje či schválí tento Protokol po jeho vstupu v platnost, či pro každý stát, který k němu přistoupí, vstoupí tento Protokol v platnost dnem uložení listiny o ratifikaci, schválení či přístupu.

Článek 32

Vláda Francouzské republiky oznámí všem státům, které podepsaly tento Protokol nebo k němu přistoupily, jakož i generálnímu řediteli Organizace uložení každé listiny o ratifikaci, schválení či přístupu, jakož i vstup v platnost tohoto Protokolu.

Článek 33

1. Tento Protokol zůstane v platnosti až do vypršení platnosti Úmluvy o založení Organizace z 5. října 1962.
2. Každý stát, který vystoupí z Organizace či přestane být jejím členem podle článku XI Úmluvy uvedené v předchozím odstavci, přestává být smluvní stranou tohoto Protokolu.

Článek 34

Tento Protokol má být vykládán ve smyslu svého hlavního cíle, kterým je umožnit Organizaci plně a účinně vykonávat poslání a funkce, které jí ukládá Úmluva.

Článek 35

Po vstupu tohoto Protokolu v platnost ho vláda Francouzské republiky nechá zaregistrovat na sekretariátu Organizace spojených národů podle článku 102 Charty Organizace spojených národů.

DÁNO v Paříži, 12. července 1974, v jednom vyhotovení v jazyce dánském, francouzském, německém, nizozemském a švédském, přičemž v případě sporu platí francouzské znění. Toto vyhotovení bude uloženo v archivu ministerstva zahraničních věcí Francouzské republiky, které vydá jeho ověřenou kopii všem signatářským či přistoupivším státům.

Za vládu Belgického království: C. de Kerchove

Za vládu Spolkové republiky Německo: Sigismud Fr. von Braun

Za vládu Nizozemského království: Vegelin Van Claerbergen

Za vládu Dánského království: Paul Fischer

Za Vládu Francouzské republiky: G. de Courcel

Za vládu Švédského království: Ingemar Hägglöf

Švýcarsko se stalo členem organizace 1. března 1982 a Itálie 24. května 1982.

76**SDĚLENÍ****Ministerstva zahraničních věcí**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 3. června 2011 byla v Praze podepsána Dohoda mezi Ministerstvem školství, mládeže a tělovýchovy České republiky a Evropskou organizací pro astronomický výzkum na jižní polokouli ohledně splátkového kalendáře České republiky na E-ELT.

Dohoda vstoupila v platnost na základě svého článku 6 dnem podpisu.

Anglické znění Dohody a její překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

AGREEMENT

BETWEEN

THE MINISTRY OF EDUCATION, YOUTH AND SPORTS OF THE CZECH REPUBLIC

AND

THE EUROPEAN ORGANIZATION FOR ASTRONOMICAL RESEARCH IN THE SOUTHERN
HEMISPHERE

CONCERNING

THE PAYMENT SCHEDULE OF THE CZECH REPUBLIC FOR THE EUROPEAN EXTREMELY LARGE
TELESCOPE

The Ministry of Education, Youth and Sports of the Czech Republic on behalf of the Czech Republic

and

the European Organisation for Astronomical Research in the Southern Hemisphere (hereinafter referred to as the „European Southern Observatory“),

CONSIDERING the construction of a European Extremely Large Telescope (hereinafter referred to as the „E-ELT“) a priority in the European Southern Observatory's scientific strategy,

DESIROUS of bringing together funding to enable the construction of the E-ELT, including additional contributions from the Member States of the European Southern Observatory,

NOTING that the Member states of the European Southern Observatory will be asked to contribute to the E-ELT by means of an additional one-off contribution of their proportional net national income (NNI) share of 250 million EURO,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Article 1

Expressing its interest in construction and in effective use of the E-ELT, the Czech Republic divides the one-off additional contribution based on the Czech Republic proportional NNI share in average 2008 - 2010 scale of contributions applied to 250 million EURO amounting to 3 million EURO into two equal parts (1,5 million EURO) payable in 2012 and 2014.

Article 2

It is understood that the payments in respective years to the European Southern Observatory will be transferred to the current account which will be administered by European Southern Observatory on its own expenses. It is also understood that all interests or other possible incomes and/or revenues will become part of the Czech investment to this project.

Article 3

Should the decision to construct the E-ELT not be taken before 31. 12. 2012, the European Southern Observatory will deploy the balance in accordance with the wishes of the Czech Republic.

Article 4

The European Southern Observatory will continue to lead a discussion with the Member States on the ways to take into account the wish for a fair return on the Member States investment within the procurement procedures.

Article 5

Any dispute regarding interpretation or application of this Agreement which may arise between the Ministry of Education, Youth and Sports of the Czech Republic and the European Southern Observatory will be solved between the signatories of this Agreement by negotiations.

Article 6

This Agreement shall enter into force on the date of the signature.

Done at Prague on 3rd June 2011 in two originals.

For the Ministry of Education, Youth and
Sports of the Czech Republic

Jan Marek
Director of Department of International
Cooperation in Research and Development

For the European Organization for
Astronomical Research in the Southern
Hemisphere

Tim de Zeeuw
Director General
of the European Organization for
Astronomical Research in the Southern
Hemisphere

PŘEKLAD

DOHODA
MEZI
MINISTERSTVEM ŠKOLSTVÍ, MLÁDEŽE A TĚLOVÝCHOVY
A
EVROPSKOU ORGANIZACÍ PRO ASTRONOMICKÝ VÝZKUM NA JIŽNÍ POLOKOULI
OHLEDNĚ
SPLÁTKOVÉHO KALENDÁŘE ČESKÉ REPUBLIKY NA E-ELT

Ministerstvo školství, mládeže a tělovýchovy (dále jen „MŠMT“) za Českou republiku
a
Evropská organizace pro astronomický výzkum na jižní polokouli (dále jen „Evropská jižní observatoř“)

SE ZŘETELEM NA SKUTEČNOST, že Evropská jižní observatoř považuje vybudování Evropského extrémně velkého teleskopu (E-ELT) za svoji vědeckou a strategickou prioritu,

PŘEJÍCE SI shromáždit prostředky, které umožní konstrukci E-ELT, včetně speciálních příspěvků členských zemí Evropské jižní observatoře,

PŘIPOMÍNÁJÍCE ŽE, členské země Evropské jižní observatoře budou požádány, aby na konstrukci E-ELT přispěly pomocí speciálního příspěvku ve výši 250 mil. € rozpočteným mezi členské země na základě jejich čistého národního produktu,

SE DOHODLY TAKTO:

ČLÁNEK 1

Vyjadřujíc svůj zájem na konstrukci a efektivním využití E-ELT, Česká republika rozděluje svůj podíl na speciálním příspěvku 250 mil. €, který byl stanoven na základě průměrné škály příspěvku ČR za období 2008-2010, v celkové výši 3 mil. € na dvě stejné splátky (1,5 mil. €) splatné v roce 2012 a 2014.

ČLÁNEK 2

Rozumí se, že splátky v příslušných letech do Evropské jižní observatoře budou převedeny na běžný účet, který bude na své náklady spravovat Evropská jižní observatoř. Také se rozumí, že veškerý úrok a další možné příjmy a/nebo výnosy se stanou českou investicí do projektu.

ČLÁNEK 3

Pokud rozhodnutí konstruovat E-ELT nebude přijato před 31. 12. 2012, Evropská jižní observatoř s prostředky naloží podle přání české strany.

ČLÁNEK 4

Evropská jižní observatoř nadále povede diskuzi se členskými zeměmi o způsobu, jak v rámci schválených podmínek pro zadávání zakázek, vyjít vstříc členským zemím v jejich snaze o dosažení spravedlivé návratnosti vložených prostředků.

ČLÁNEK 5

Jakýkoliv spor ohledně interpretace nebo aplikace této dohody, který může mezi MŠMT a Evropskou jižní observatoří vzniknout, bude řešen mezi signatáři dohodou.

ČLÁNEK 6

Tato dohoda vstoupí v platnost dnem podpisu.

Podepsáno v Praze dne 3. června 2011 ve dvou originálech.

Za Ministerstvo školství, mládeže a
tělovýchovy

Ing. Jan Marek, CSc., v. r.
ředitel odboru mezinárodní spolupráce ve
výzkumu a vývoji

Za Evropskou organizaci pro astronomický
výzkum na jižní polokouli

Tim de Zeeuw v. r.
generální ředitel
Evropské organizace pro astronomický
výzkum na jižní polokouli



Vydává a tiskne: Tiskárna Ministerstva vnitra, p. o., Bartůňkova 4, pošt. schr. 10, 149 01 Praha 415, telefon: 272 927 011, fax: 974 887 395 – **Redakce:** Ministerstvo vnitra, nám. Hrdinů 1634/3, pošt. schr. 155/SB, 140 21 Praha 4, telefon: 974 817 289, fax: 974 816 871 – **Administrace:** písemné objednávky předplatného, změny adres a počtu odebíraných výtisků – MORAVIAPRESS, a. s., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, tel.: 516 205 175, e-mail: sbirky@moraviapress.cz. Objednávky ve Slovenské republice přijímá a titul distribuuje Magnet-Press Slovakia, s. r. o., Teslova 12, 821 02 Bratislava, tel.: 00421 2 44 45 46 28, fax: 00421 2 44 45 46 27. **Roční předplatné** se stanovuje za dodávku kompletního ročníku včetně rejstříku z předcházejícího roku a je od předplatitelů vybíráno formou záloh ve výši oznámené ve Sbírce mezinárodních smluv. Závěrečné vyúčtování se provádí po dodání kompletního ročníku na základě počtu skutečně vydaných částek (první záloha na rok 2011 činí 6 000,- Kč, druhá záloha na rok 2011 činí 5 000,- Kč) – Vychází podle potřeby – **Distribuce:** MORAVIAPRESS, a. s., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, celoroční předplatné a objednávky jednotlivých částek (dobírky) – 516 205 175, objednávky-knihkupci – 516 205 177, e-mail – sbirky@moraviapress.cz, zelená linka – 800 100 314. **Internetová prodejna:** www.sbirkyzakonu.cz – **Drobný prodej** – **Benešov:** Oldřich HAAGER, Masarykovo nám. 231; **Brno:** Ing. Jiří Hrazdil, Vranovská 16, SEVT, a. s., Česká 14; **České Budějovice:** SEVT, a. s., Česká 3, tel.: 387 319 045; **Cheb:** EFREX, s. r. o., Karlova 31; **Chomutov:** DDD Knihkupectví – Antikvariát, Ruská 85; **Kadaň:** Knihařství – Přibíková, J. Švermy 14; **Kladno:** eL VaN, Ke Stadionu 1953, tel.: 312 248 323; **Klatovy:** Krameriovo knihkupectví, nám. Míru 169; **Liberec:** Podještědské knihkupectví, Moskevská 28; **Litoměřice:** Jaroslav Tvrdík, Štursova 10, tel.: 416 732 135, fax: 416 734 875; **Most:** Knihkupectví „U Knihomila“, Ing. Romana Kopková, Moskevská 1999; **Olomouc:** ANAG, spol. s r. o., Denisova č. 2, Zdeněk Chumchal – Knihkupectví Tycho, Ostružnická 3, **Ostrava:** LIBREX, Nádražní 14, Profesio, Hollarova 14, SEVT, a. s., Denisova 1; **Otrokovice:** Ing. Kučerk, Jungmannova 1165; **Pardubice:** LEJHANEC, s. r. o., třída Míru 65; **Plzeň:** Typos, tiskařské závody, s. r. o., Úslavská 2, EDICUM, Bačická 15, Technické normy, Na Roudné 5, Vydavatelství a naklad. Aleš Čeněk, nám. Českých bratří 8; **Praha 1:** NEOLUXOR, Na Poříčí 25, LINDE Praha, a. s., Opletalova 35, NEOLUXOR s. r. o., Václavské nám. 41, Právnické a ekonomické knihkupectví, Elišky Krásnohorské 14, tel.: 224 813 548; **Praha 6:** PPP – Staňková Isabela, Puškinovo nám. 17, PERIODIKA, Komornická 6; **Praha 9:** Abonentní tiskový servis-Ing. Urban, Jablonecká 362, po-pá 7-12 hod., tel.: 286 888 382, e-mail: tiskovy.servis@top-dodavatel.cz, DOVOZ TISKU SUWECO CZ, Klečákova 347; **Praha 10:** BMSS START, s. r. o., Vinohradská 190, MONITOR CZ, s. r. o., Třebohostická 5, tel.: 283 872 605; **Přerov:** Odborné knihkupectví, Bartošova 9, Jana Honková-YAHO-i-centrum, Komenského 38; **Sokolov:** KAMA, Kalousek Milan, K. H. Borovského 22, tel./fax: 352 605 959; **Tábor:** Milada Šimonová – EMU, Zavadilská 786; **Teplice:** Knihkupectví L&N, Kapelní 4; **Ústí nad Labem:** PNS Grosso s. r. o., Havířská 327, tel.: 475 259 032, fax: 475 259 029, Kartoon, s. r. o., Solvayova 1597/3, Vazby a doplňování Sbírek zákonů včetně dopravy zdarma, tel.-fax: 475 501 773, www.kartoon.cz, e-mail: kartoon@kartoon.cz; **Zábřeh:** Mgr. Ivana Patková, Žižkova 45; **Žatec:** Simona Novotná, Brázda-prodejna u pivovaru, Žižkovo nám. 76, Jindřich Procházka, Bezděkov 89 – Vazby Sbírek, tel.: 415 712 904. **Distribuční podmínky předplatného:** jednotlivé částky jsou expedovány neprodleně po dodání z tiskárny. Objednávky nového předplatného jsou vyřizovány do 15 dnů a pravidelné dodávky jsou zahajovány od nejbližší částky po ověření úhrady předplatného nebo jeho zálohy. Částky vyšlé v době od zaevídování předplatného do jeho úhrady jsou doposílány jednorázově. Změny adres a počtu odebíraných výtisků jsou prováděny do 15 dnů. **Reklamacce:** informace na tel. čísle 516 205 175. V písemném styku vždy uvádějte IČO (právnícká osoba), rodné číslo (fyzická osoba). **Podávání novinových zásilek** povoleno Českou poštou, s. p., Odštěpný závod Jižní Morava Ředitelství v Brně č. j. P/2-4463/95 ze dne 8. 11. 1995.